

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 3 - DIM 4 - LUN 5 JUIN 1978 - N° 711

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

LE PCF, BREJNEV ET L'AFRIQUE

L'Humanité de vendre-di titre, sur toute la une : «Non à l'intervention giscardienne en Afrique».

«Non à la conjuration colonialiste Giscard-Schmidt-Carter», «Liberté pour les peuples africains» s'écrie le BP du PCF.

Fort bien. Mais pourquoi avoir gardé un silence pudique sur le discours de Brejnev à Prague, puisqu'il développait — coïncidence ? — exactement les mêmes positions ? Brejnev fêlait cyniquement le dixième anniversaire de l'invasion, par ses troupes, de la Tchécoslovaquie.

Le PCF croit-il pouvoir longtemps dissimuler la vérité : d'ores et déjà, les peuples d'Afrique prennent conscience que, dans leur lutte pour leur libération, ils doivent affronter, non seulement la superpuissance US et les anciennes puissances coloniales comme la France, mais aussi l'autre superpuissance, l'URSS, le nouveau rapace qui a lancé ses griffes sur le continent.

(Lire en page 9)

● RENAULT-CLEON ILS OCCUPENT

● BOUSSAC LA BATAILLE DES VOSGES EST ENGAGÉE



TROUPES FRANÇAISES AU TCHAD

Nouvelle escalade dans la guerre néo-coloniale



(Lire en page 12)

Malgré le silence que la presse et la radio-télévision ont essayé longtemps d'entretenir, il devient clair qu'une attitude d'offensive qui se dessine dans les luttes, est en train de rompre la période d'attentisme post-électoral.

A Cléon, les ouvriers de la Régie occupent leur usine depuis vendredi matin, tandis qu'à Flins, les ateliers de grosses presses sont toujours occupés. Dans les Vosges ce sont les ouvriers de Boussac qui occupent deux usines depuis jeudi : celle des Grands Sables et celle de Saint Laurent, dans la banlieue d'Épinal pour riposter aux licenciements en cours. La volonté de lutte est telle chez les travailleurs que même Séguy a été obligé de reconnaître que l'ouverture sociale est un leurre, alors qu'il a fait lanterner les travailleurs avec des négociations aussi longues qu'infécondes avec le patronat et le gouvernement.

Suite page 12

Nouvelles hausses des prix

Jeudi, le prix du lait a augmenté de 9 centimes, la hausse atteint 9,5% depuis janvier. Le beurre et le fromage devraient grimper de 3% à partir du 1^{er} juillet. Quant au sucre, il va augmenter de 55% cet été. Un aperçu de la libération des prix pronée par Barre.

Cattenom : rassemblement anti-nucléaire



(Lire en pages 6 et 7)

Argentine : une Française libérée accuse

Patricia Camuso, libérée des prisons argentines résidant en Colombie a déclaré qu'elle a été torturée pendant les douze mois de sa détention. Elle affirme avoir été battue jour et nuit et continuellement menacée de mort, tandis qu'elle entendait les cris des torturés.

Journée portes ouvertes à l'hôpital Ste Anne

En grève depuis 15 jours, le personnel de l'hôpital Sainte Anne a organisé une journée portes-ouvertes à laquelle de nombreux habitants du quartier ont participé. Cette initiative a permis aux employés de faire connaître les conditions de travail que leur impose la direction et contre lesquelles ils sont en grève depuis 15 jours.

(Lire en page 6)

8 h contre l'impérialisme

Samedi 3 juin
14 h — Salle Lancry

à l'appel de l'UCJR



MAI 68 au jour le jour

Mai 68 au jour le jour

Les journées des 3, 4, 5 juin sont marquées par la poursuite des négociations de Grenelle et la reprise du travail dans un certain nombre de secteurs.

3 JUIN

Pompidou : «Le gouvernement respectera tous ses engagements, mais ce qui importe c'est que le plus vite possible le travail reprenne de la façon la plus massive». «Nous ne permettrons pas que la sécurité des Français soit menacée. Nous ne permettrons pas que la violence puisse s'instaurer en France. Nous savons qu'il y a encore des éléments qui la préparent. Nous sommes prêts à leur faire face».

Le bureau confédéral de la CGT publie une déclaration affirmant que «les négociations qui se poursuivent aboutissent dans un certain nombre de secteurs à des résultats importants».

— Fin de la grève aux Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne.

Accord conclu entre les chambres syndicales de l'industrie du pétrole et les fédérations CGT, CFDT, CGC et CFTC.

La grève se poursuit à l'ORTF. Les journalistes aux ordres créent un «comité d'action civique», demandant la suspension de certains journalistes.

4 JUIN

PTT : premières reprises du travail, ainsi qu'à l'EDF. Le travail reprend dans plusieurs banques et à la Banque de France.

A Renault-Flins, la direction prétend imposer un vote pour la reprise. Les travailleurs s'y opposent et s'emparent des usines.

A Boulogne-Billancourt, les ouvriers décident la poursuite de la grève.

A Air France, le personnel décide la poursuite de la grève.

Dans le secteur privé, le travail reprend dans la plupart des entreprises de la chaussure et du textile naturel. Mais chez Michelin, malgré une mascarade de vote organisé par la direction, la grève se poursuit.

A l'ORTF, les émetteurs sont occupés par l'armée.

LA POLICE

A L'ORTF



C'EST LA POLICE CHEZ VOUS

5 JUIN

Deferre se déclare favorable, pour le second tour des élections; au désistement en faveur de «certains républicains de progrès, qui ont montré leur hostilité à la politique gaulliste à l'occasion de la motion de censure».

Le travail commence à reprendre à la RATP, à la SNCF, dans les PTT.

La CGT communique : «L'intérêt des salariés est de reprendre le travail partout où les revendications essentielles sont satisfaites».

POLITIQUE

FETE DU MJCF A IVRY

A CONTRE COURANT DES ASPIRATIONS REVOLUTIONNAIRES DE LA JEUNESSE

La fête annuelle du MJCF qui se tient ce week-end à Ivry, dans la banlieue parisienne, est la première fête politique d'une organisation du PCF, qui se tiendra depuis les élections. Cela en

constitue l'intérêt essentiel. Ne dit-on pas que des «opposants» tels Althusser et Elleinstein ont l'intention de venir y diffuser leurs publications ? Mais en fait, qu'est-ce que ce mouvement ?

De tous les mouvements qui affirment vouloir organiser les jeunes contre le capitalisme le «Mouvement de la Jeunesse Communiste de France (MJCF) est un des seuls qui ait une implantation nationale. Ce qui lui donne une influence et un impact supérieurs aux autres. Cette influence se traduit chaque année par une vague d'adhésions assez importante et par une perte qui l'est également.

Tout à vrai dire, semble se faire par à-coups dans cette organisation : les adhésions, les différentes campagnes, la vente du journal. Sur le premier point, le dernier numéro d'*Avant Garde* révèle que dans une ville du Nord sur 150 adhérents, 63 ont adhéré pendant la dernière campagne électorale. Combien en restera-t-il dans quelques mois ? Si cette organisation est une véritable passoire, cela tient à plusieurs raisons, et tout d'abord à la ligne suivie, puisque pâle imitation de celle du parti de Marchais, elle ne rencontre pas davantage de réel soutien des masses.

NATIONALISER LA MARÉE NOIRE

Cela était particulièrement évident au moment de la campagne contre la marée noire où les JC proposaient de «nationaliser les compagnies pétrolières» comme garantie qu'une telle catastrophe ne se reproduirait plus. Le caractère dérisoire de cette proposition (voir encadré) ne pouvait en tout état de cause rencontrer un grand écho. Cet échec ne pourra certes par être rattrapé par la campagne qu'ils ont engagée autour de la Coupe du Monde de football et qui reprend mot à mot les inepties sur l'absence de fascisme en Argentine de l'*Humanité*. Le MJCF n'annonce-t-il pas comme argument publicitaire que la Coupe sera retransmise sur écran géant au cours de leur fête ?



1^{er} page



dernière page

UNE PRESSE MORIBONDE

En dehors des campagnes ponctuelles menées, la presse de l'organisation rencontre également d'énormes difficultés. En novembre dernier, la direction du MJCF avait décidé de transformer *Clarté* le mensuel de l'UEC en revue «théorique» et de faire d'*Avant Garde* l'hebdomadaire de tout le MJCF et non plus de la seule UJCF. Six mois plus tard, l'objectif des 150 000 exemplaires vendus chaque semaine, semble atteint à environ 10 %.

Pourtant un effort avait été fait pour que la mise en page fasse «jeune».

Toutefois, l'échec de cet hebdomadaire ne s'explique pas par sa forme mais fondamentalement par la dépolitisation qui règne dans cette organisation. Ainsi, conséquence logique, on voit des cercles entiers disparaître brutalement, disparition que ne peuvent naturellement enrayer les «agents réguliers» (sic) qui sont envoyés sur place.

UNE OPPOSITION VIVANTE

A ces problèmes qui sont le lot quotidien du MJCF s'ajoute surtout depuis les élections, celui de la multiplication des oppo-

sants en particulier dans la branche étudiante. Toutefois, l'ampleur de leur contestation est limitée par le fait que souvent, simultanément membres du PCF, ils préfèrent faire porter la contestation, dans leur parti. Il faut d'ailleurs souligner que les problèmes posés par certains d'entre

eux, notamment dans des revues de courants qu'ils éditent, ne manquent pas d'intérêt. Tout montre d'ailleurs que les contradictions internes au mouvement de jeune du PCF sont appelées à se développer dans les mois qui viennent.

Une organisation répressive

Il règne souvent un climat extrêmement répressif dans les cercles JC. Un jeune d'un cercle de la région parisienne racontait il y a peu encore, qu'il était d'accord pour discuter avec les marxistes léninistes mais de manière discrète car une fois, l'ayant surpris en train de discuter avec un militant d'extrême-gauche, son cercle l'avait «mis en quarantaine».

Nationaliser la marée noire

Nationalisation des pétroliers ! Nationalisation des pétroliers ! Le cortège du MJCF scandé le 6 avril à la manif anti-marée noire ce slogan, avec peu de détermination. Comme je demande à un militant en quoi le fait de nationaliser les pétroliers leur éviterait de s'échouer sur les récifs, tant que le profit restera le moteur de la société, et comme je lui demande s'il ne pense pas que l'«accident» aurait pu arriver à Elf, pourtant nationalisé, il me répond : *Elf n'est pas nationalisé ! L'Etat n'y a qu'une participation majoritaire*. Notre discussion ne tarde pas à être couverte par les slogans de jeunes qui passent et qui par dérision, lancent à leur adresse : «Une solution démocratique : nationalisons la marée noire».

RPR : avertissement aux députés

Lors de la dernière réunion du groupe RPR, il a été fortement question de la fidélité des élus RPR vis-à-vis de l'orientation du mouvement. Labbé y a notamment déclaré : «Il nous appartient à tous de défendre les thèmes sur lesquels nous avons été élus : c'est une question de loyauté à l'égard des électeurs. Et à partir de cela, il ne peut y avoir de problème entre le groupe parlementaire et le Mouvement». Une manière de reconnaître indirectement que parfois il y a quand même des problèmes.

Le même Labbé, à propos du dernier indice des

prix, a proféré une phrase qui restera sans doute dans l'histoire : «Qu'une hausse soit inflationniste ou pas, il s'agit toujours d'une hausse dans l'opinion publique». Certes...

Election sénatoriale: majorité divisée

Une élection sénatoriale doit avoir lieu le 11 juin en Haute-Loire pour remplacer Jean Proriol (PR) élu député en mars dernier. La majorité y présentera trois candidats, un RPR, un CDS, et un «indépendant» - majorité présidentielle.

Giscardiens contre chiraquiens

BATAILLES DANS L'APPAREIL D'ÉTAT

● Servan-Schreiber qui a parfois le sens de la formule, lançait il y a quelques années, l'expression «État UDR». Il y avait quelques raisons à cela: en 15 ans de pouvoir, les gaullistes avaient progressivement accaparé tous les rouages de l'appareil d'État. Pas un poste de direction des administrations, des médias, ou des entreprises nationalisées qu'ils ne possédaient pas.

Le palissement de l'étoile gaulliste, le déclin irrésistible de l'UDR perdant successivement la présidence de la République et la place de premier ministre ne pouvait que s'accompagner — à terme — d'une élimination progressive des gaullistes de l'appareil d'État.

Cette élimination, voulue dès 74 par Giscard, a pourtant été très lente jusqu'aux élections législatives récentes. Il y a plusieurs raisons à cela: d'abord, on ne change pas le personnel de l'appareil d'État de la bourgeoisie avec autant de facilité que son personnel politique. Ensuite, de son élection à la présidence de la République en mai 74, aux élections législatives de mars 78, Giscard a dû transiger avec l'UDR, devenue RPR. Même si les oppositions ont été vives, le rôle du RPR, notamment au parlement, a toujours été décisif pour Giscard. Sans RPR, pas de majorité. Ce nécessaire équilibre politique ne pouvait qu'inciter Giscard à prendre des pinchettes dans ses tentatives d'épuration. Il y a enfin une troisième raison: jusqu'à maintenant, la cible

principale du gouvernement dans l'appareil d'État était bien les gens du PS, ou du PCF, qui pouvaient y être présents. Toutes ces incertitudes sont maintenant levées. Bénéficiant pour un temps d'une relative tranquillité politique, Giscard s'est attaqué à l'épuration des éléments RPR ou proches, présents dans les grands rouages de l'État.

La liste est longue. Dans les moyens d'informations — essentiels au pouvoir — tout d'abord: le nouveau PDG de l'Agence France-Presse est un giscardien bon teint, tendance Médécine, c'est-à-dire tirant nettement sur la droite... Depuis 76, le président de la SOFIRAD (Société d'État qui contrôle les radios périphériques) s'appelle Xavier Gougou-Beauchamps, un collaborateur de Giscard. Michel Bassi, l'organisa-

teur de la campagne de propagande de l'UDF, continuera sa propagande à Radio Monte-Carlo, dont il est depuis quelques semaines l'un des directeurs. Il sera aidé par Poudevigne, candidat UDF malheureux en mars, et qui a été recasé comme vice-président de RMC. La presse écrite n'échappe pas à cette vaste offensive. L'Aurore, le journal de Boussac, est à vendre. Pas tout à fait au plus offrant semble-t-il, puisque Dassault, pro-RPR, qui était sur les rangs s'est vu refuser toute chance. Le consortium d'hommes d'affaires giscardiens qui était derrière J'Informe, pourrait bien s'accaparer l'Aurore.

Pour contrôler les médias, il faut contrôler ceux qui les financent et donc notamment les grandes agences de publicité. C'est chose faite: le PDG de l'agence Havas, — qui avait pris en charge les affiches de Chirac — s'est vu «remercié». Son remplaçant, vous l'avez deviné est giscardien. De la même manière, la Régie Française de Publicité, qui a le monopole des publicités TV, change de PDG. L'ancien PDG, J.C. Servan-Schreiber, était candidat RPR à Nîmes...

Les grandes administrations ne sont pas épar-

gnées par cette lutte à couteau tiré. La Datar (aménagement du territoire) a été dotée d'un ancien préfet chabaniste; c'était traditionnellement un fief gaulliste, depuis le passage à sa direction de Monod, ancien responsable du RPR. Changement de directeur aussi aux collectivités locales. Le nouveau, Pierre Richard, était conseiller technique de l'Élysée. Il pourra surveiller de près les maires, et celui de Paris en particulier.

Terminons par les Banques, Claude Pierre Brossette, le secrétaire général de l'Élysée, est devenu PDG du Crédit Lyonnais. Parallèlement, un ancien directeur de cabinet de Giscard est devenu directeur de la BNP. Le Canard Enchaîné, qui a publié nombre de révélations intéressantes sur ce sujet, croit savoir que le PDG du Crédit Agricole, proche de Chirac, serait sur la liste des départs prochains...

Progressivement, Giscard tisse sa toile, en mettant les bouchées doubles depuis 2 mois. La lutte entre giscardiens et chiraquiens est si âpre dans les hautes sphères de la bourgeoisie qu'on aura vu ce comble: la Lettre de la Nation, organe du RPR, dénoncer «l'État UDF»!

les jeunes REBELLES de paris

8 HEURES CONTRE L'IMPERIALISME

Le 3 juin de 14h à 22h
A la salle Lancry

(10 rue de Lancry)
(Métro: J. Bonsergent ou République)

Erythrée

- Un représentant d'une organisation de masse du F.P.L.E. (Front Populaire de Libération de l'Érythrée).
- Projection d'un film sur la guerre de libération et les zones libérées.

Palestine

- Un représentant de la GUPS (étudiants palestiniens).

Zimbabwe

- (Rhodésie): un représentant de la ZANU (Union Nationale Africaine du Zimbabwe).
- Témoignages de «Rhodésiens» sur l'Apartheid.

Dissidente de l'Est

- Nathalia Gorbanevskaia
- «Il y a dix ans, la Tchécoslovaquie!»
- «Création d'un syndicat libre des travailleurs soviétiques».

COBA

- Un représentant du COBA national (Collectif pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football).

Débats

- La lutte de libération en Érythrée
- Quel est le rôle de l'URSS et de Cuba?
- Avec la participation de représentants d'une organisation de masse du F.P.L.E., d'Érythréens, d'Éthiopiens; animé par des journalistes du Quotidien du Peuple et de Rebelles.

MONTAGES DIAPOS

Intervention de l'UCJR

- A BAS L'IMFÉRIALISME FRANÇAIS!
Troupes françaises hors d'Afrique, indépendance pour les colonies!
- VIVE LES LUTTES DES PEUPLES DU MONDE
URSS-USA, hors d'Afrique, à bas les deux superpuissances.
Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, à bas la dictature fasciste et l'impérialisme US.
Fédération de Paris de l'UCJR

Fête des Bouches-du-Rhône

Organisée par le Quotidien du Peuple
et l'Humanité Rouge

10 h : Ouverture de la fête

10 h 30 : Témoignage - débat : vie et lutte des femmes. «Pas de libération des femmes sans socialisme; pas de socialisme sans libération des femmes». Où en sont les luttes de femmes?

12 h 00 : ● Animation culturelle
● Pique-nique

13 h 30 : Forums

- Réparation navale, chimie, sidérurgie, SNCF: face aux restructurations capitalistes quelle riposte?
- MAI 68: dix ans après, débat avec Alain Delale co-auteur du livre: «La France de 68», rédacteur à la revue Le Peuple Français.
- Contre le monopole de la presse régionale de droite et de gauche pour une information au service des luttes: débat avec des journalistes.

15 h 00 : Animation culturelle

- sketches ● chants et danses du Tiers Monde
- chorales ● orchestres, etc...

16 h 00 MEETING OUVRIER - PAYSAN

17 h 30 :

- Bal populaire avec orchestre
- débat avec des militants du PCF: après l'échec de la gauche: quelle démocratie? quelle tactique avec le PS? quelle attitude vis-à-vis de l'URSS? quel projet de société?

TOUTE LA JOURNÉE

- buffet ● buvette ● jeux de boule ● jeux ● crèche
- garderie ● vente de livres ● exposition ● stands d'entreprises, d'associations etc...



DIMANCHE 11 JUIN 10 h à 22 h



Impunité pour les fascistes

Quatre nervis d'extrême-droite ont comparu en flagrant délit pour transport d'armes. A l'occasion d'un contrôle de police, on avait trouvé dans leur voiture, samedi dernier, 2 poignards, 1 nunshaku, des pétards, 1 pistolet 22 long rifle avec munitions. Bien que ces gens aient déjà comparu pour des faits semblables, ils s'en sont tirés avec le sursis (1 mois à 3 mois).

Flics en hausse

Pour répondre aux inquiétudes d'un député de la majorité, Bécam, qui est secrétaire d'État à l'Intérieur a promis la prochaine création de 10 000 postes de policiers et de gendarmes (prévue au programme de Blois). La gendarmerie s'oriente dans la constitution de pelotons de «surveillance et d'intervention» pouvant intervenir jour et nuit.

Zénith (Choisy) LE PLUS GRAND SUCCES DE LA GREVE : L'UNITE DES TRAVAILLEUSES

● Les précédentes grèves chez Zénith (74, 76) avaient duré quelques jours. Celle qui vient de se terminer a duré 16 jours et demi et par son unité et sa force a pris un caractère nouveau dans l'entreprise.

Si on est assez loin au niveau des résultats revendicatifs de ce que demandaient les grévistes (90 F pour tous, 45 F sur les 90 prévus en septembre), il est un point qui ressort avec force : celui de l'unité ouvrière, de la progression du niveau de conscience. C'est ainsi que quand elles ont ouvert le portail le mercredi 31, c'est un nombre infime d'ouvrières qui ont franchi les portes. Les portes

grandes ouvertes, les ouvrières sont restées sur le trottoir, tandis que rentraient la maîtrise, les bureaux. Quand on pense aux difficultés quotidiennes qui ont du être surmontées (par rapport au mari parfois, par rapport aux enfants, etc) quand on pense au trou que la grève va faire dans la paye, dans la deuxième quinzaine du mois (le patron ne paie que deux jours dits de grève), quand on pense aux appréhensions surmontées pour aller faire les quêtes, quand on pense au face à face qui a duré dix jours durant avec la maîtrise, à la provocation du vendredi 19 où un camion a forcé le piquet de grève, aux multiples pressions subies, aux insultes

parfois, dans une période où les luttes redémarrent seulement, cette grève marque un tournant chez Zénith. Lorsque avec le transfert à l'usine neuve de Melun, la restructuration frappera à l'usine de Choisy, entraînant son inévitable cortège de licenciements, la direction devra compter avec l'acquis de la grève de mai 78.

«Vous ne me faites plus confiance» a reproché l'un des deux patrons. Pour une fois, soyons d'accord avec lui : il avait parfaitement compris. Ici, le paternalisme c'est fini maintenant, la grève a soudé les plus exploités de l'usine.

«Quand un patron de PME s'enrage»



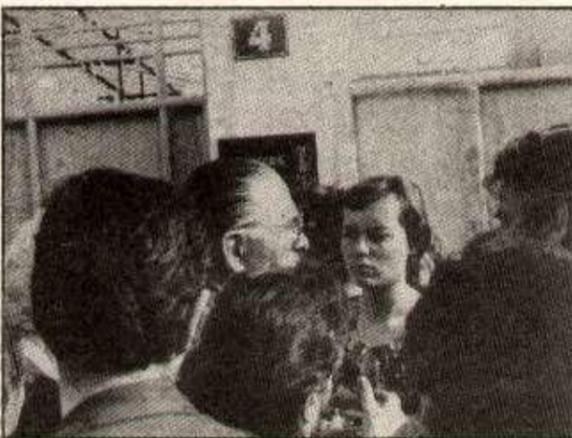
L'un des patrons coupe les chaînes mises par les grévistes. Pour lui, un seul impératif : sortir les stocks.



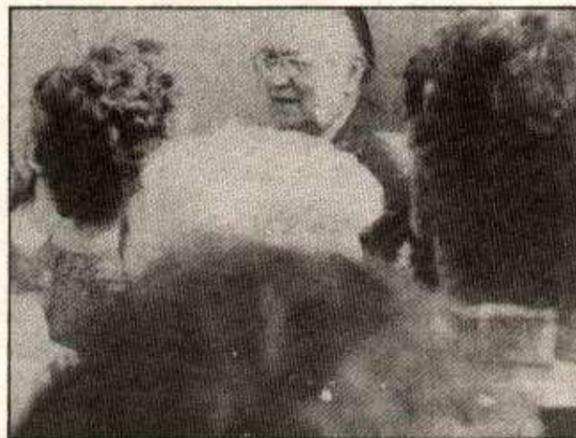
Face à face déléguée syndicale et patron. Deux individualités ? Non ! deux classes.



«...Son associé noie le poisson...»



Son associé discute avec les ouvrières : «Vous savez bien que j'ai toujours fait ce que j'ai pu pour vous».



Acculé contre le portail, il a bien du mal à maquiller les bas salaires à coups de références au Plan Barre et à la montée du prix des matières premières.



Le camion force le piquet de grève. L'accident est évité de justesse.

«... Sans entamer la résolution ouvrière»



Chacun ici fait ses huit heures devant la porte. Dans nombre de familles des pull-overs resteront «les pull-overs» de la grève.



Même aux heures creuses, dans le froid ou, comme ici, sous un soleil de plomb, les ouvrières interdisent l'accès à l'usine.



Ce sont les grévistes qui prennent les décisions. La grève, c'est l'affaire de toutes.

RENAULT

Flins :

DEBRAYAGES TRES SUIVIS JEUDI

Si la direction espérait créer une coupure entre les grévistes des presses en lutte depuis deux semaines, et les ouvriers du reste de l'usine, elle en aura été pour ses frais : 4 000 travailleurs ont débrayé jeudi matin à l'usine de Flins à l'appel des syndicats CGT et CFDT.

Comme c'est la tradition à l'occasion de chaque mouvement, les grévistes ont défilé à travers les ateliers ; un parcours de plusieurs kilomètres avant de se rassembler devant l'entrée principale de l'usine. Le mot d'ordre avait été lancé pour tous les postes. Quatre mille grévistes le matin, dans ces conditions, voilà qui peut être apprécié comme très important. Sans doute, un des plus forts débrayages depuis mai 68.

«Au-delà du soutien aux travailleurs des presses (...), les OS de l'usine se sont reconnus dans cette lutte», indique le syndicat CGT dans un communiqué. Aucun doute là-dessus ! Les 400 OS des presses qui occupent leur atelier avec détermination pour obtenir le P1 pour tous, sont l'expression la plus avancée de la combativité qui se développe dans toute l'usine de Flins.

La direction laissait planer la menace du chômage technique pour les ateliers en aval et en amont de l'atelier des presses. Mal

lui en prend : les travailleurs de ces ateliers parlent de se mettre en grève totale à leur tour. Eux aussi ont leurs revendications : pas de salaires inférieurs à 3 000 F ; 40 h pour tous, tout de suite et 35 h pour les équipes ; embauche des intérimaires ; amélioration des conditions de travail, et bien d'autres. Dans l'immédiat, ils réclament 300 F pour tous d'augmentation.

La période de «l'attentisme» post-électoral semble bien terminée pour les travailleurs de la Régie. Ceux de l'atelier des presses le disaient hier : «Tant

pis si on ne peut pas partir en vacances ! Nous voulons nos revendications». La question se pose de porter la lutte à un niveau supérieur puisqu'aussi bien, des mouvements sont en cours dans plusieurs usines Renault : Cléon, grève générale reconductible toutes les 24 ; à Sandouville, des débrayages ont eu lieu ; à Dieppe, les grévistes qui occupent leur atelier sont activement soutenus par leurs camarades dans l'usine. Il en est pourtant dans les états-majors qui continuent de rabâcher depuis le 20 mars, que les

travailleurs sont abattus, qu'il faut négocier et donc se contenter de ce que voudront bien donner les patrons. C'est en terme de rapport de forces à construire sur le terrain que les travailleurs de la Régie posent la question.

Les syndicats de Renault s'orientent vers une journée de grève générale dans la Régie pour la semaine prochaine. Du moins la proposition était dans l'air jeudi. Pourquoi perdre du temps ? A l'évidence les travailleurs sont prêts.

Gérard PRIVAT

Cléon : GREVE DE 24 H RECONDUCTIBLE

Ça bouge à Flins, ça bouge aussi à Cléon, depuis la fin de la semaine dernière : vendredi, deux heures de grève se sont transformées en «roulante», en défilé dans toute la boîte. Un meeting de 1 500 gars, très combatif, lance la perspective d'occuper. Mardi, les gars passent de nouveau à l'action : l'équipe du matin débraye, celle de l'après-midi aussi. Un vote, largement majoritaire, décide de poursuivre la lutte, sous la forme de grève reconductible. L'oc-

cupation est elle aussi votée, mais faute d'être organisée, certains responsables syndicaux y étant nettement hostiles, elle ne sera que symbolique.

Mercredi, nouveau vote : la direction n'a proposé qu'une prime ridicule de 49 francs au 1^{er} juillet. Les ouvriers laissent éclater leur colère, ils attendent les propositions d'action : la CGT propose un vote à bulletins secrets, ce qui provoque un mouvement de réprobation. CGT et CFDT doivent ex-

pliquer longuement leur point de vue sur cette question. Finalement, y compris à bulletins secrets, ce n'est pas la proposition d'arrêts de travail limités qui est retenue, mais la poursuite de la grève de 24 heures reconductible.

Jeudi, le mouvement, qui rassemble plus de la moitié des 8 000 ouvriers de Renault Cléon, continuait. La production était très ralentie. Les ouvriers de l'équipe du matin avaient constitué des piquets de grève...

BOUSSAC

- Contre le chômage technique, les travailleurs appelés à rester à leur poste
- Surveillance jour et nuit contre tout déménagement

Depuis l'annonce de la mise en liquidation du groupe Boussac, les travailleurs vosgiens, conscients que seule la lutte empêchera la mort économique de leur vallée, se mobilisent sur les mots d'ordre : «Pas un seul licenciement», «Non à la zone verte». Le syndicat CGT, a décidé mercredi, d'un certain nombre d'actions qui se sont mises en place dès jeudi : «Chacun à son poste pour combattre le chômage technique : la CGT appelle chaque ouvrier de chez Boussac à prendre son poste de travail normalement aux heures prévues comme si rien de rien n'était.

Deuxièmement, exercer une surveillance de jour comme de nuit du matériel et des stocks ; c'est une caution pour les travailleurs.

Dans chaque usine, des comités sont organisés pour bloquer les portes afin d'empêcher les camions Boussac de venir chercher les marchandises

ou déménager des machines.

Le chômage technique annonceur, comme on s'en doute, de fermetures ou de prochains licenciements, concerne ainsi déjà les travailleurs des «filatures et textiles de Nomexy» de la localité de Vincey près d'Épinal. Situation identique pour l'usine voisine d'Igney dont il est probable qu'une réduction d'horaire à 32 heures interviendra la semaine prochaine. A Igney, où le premier plan de restructuration prévoyait déjà 60 licenciements sur les 400 travailleurs, c'est peut-être la menace de la fermeture qui se profile. On parle de 6 000 licenciements consécutifs à la mise en liquidation. Les travailleurs savent de toute façon, bien qu'aucune décision officielle n'ait encore été prononcée, que ce sont des milliers d'entre eux sur lesquels la menace de chômage pèse après cette décision. La riposte dont, les premiers jalons ont été posés depuis mercredi, n'en doit être que plus grande.



Formel (Besançon)

UNE USINE «EXEMPLAIRE» EN GREVE

Lundi à midi et demi, 42 travailleurs sur les 100 que compte cette filiale de l'entreprise horlogère Yema, se sont mis en grève. Cela faisait un bout de temps que cela n'allait plus du côté des travailleurs. Dans cette petite entreprise de la zone industrielle, on n'a pas l'habitude des grèves : il n'y a pas même de syndicats, tout juste des

adhérents CFDT au comité d'entreprise.

Les revendications portent sur les salaires : 200 F pour tous, le 13^e mois, la 5^e semaine de congés payés, le retour progressif aux 40 heures, sans diminution de salaire. Le patron a commencé par pratiquer le paternalisme : «Allez, rentrez, on n'en

Après Cambrai, Mobilisation à la Lainière de Roubaix

Communiqué de presse des sections syndicales CGT, CFDT, FO de Prouvost-Masurel (Roubaix)

Depuis le 29 mai, le personnel de la région de Cambrai a débrayé pour une grève illimitée, après que la direction ait refusé toutes les revendications des travailleurs posées par les syndicats CGT et CFDT et FO. Ces revendications portent principalement sur les salaires, 300 F d'augmentation mensuelle, indemnité de transport, cinquième semaine de congés payés, 13^e mois. Les travailleurs de Cambrai veulent faire face à l'intransigeance patronale et sont décidés à mener le combat jusqu'au bout pour la satisfaction de leurs revendications. Les syndicats de la Lainière de Roubaix CGT CFDT FO avaient déjà porté ces revendications au comité d'établissement du 9 mai. Celles-ci avaient été refusées par la direction. Vendredi 2 juin, les organisations syndicales faisaient signer par l'ensemble du personnel de Roubaix un cahier de revendications : deux francs de l'heure, soit 300 F nets mensuels, prime de transport, bus gratuit pour les mines, indemnités pour les autres, 13^e mois, cinquième semaine de congés payés, prime de vacances de 1 000 F, meilleures conditions de travail, arrêt des mutations et déplacements, garanti de l'emploi, augmentation du budget du comité d'établissement, non récupération des jours fériés. Ces revendications devaient être négociées et défendues lors d'une entrevue avec la direction générale, vendredi 2 juin. Les organisations syndicales CGT, CFDT et FO appellent tous les travailleurs à se tenir prêts à défendre leurs salaires et tous leurs droits.

Paluel toujours en grève journée de solidarité lundi

A Paluel, où les ouvriers de l'entreprise «Génie civil» sont en grève depuis le 11 mai, la situation est toujours bloquée. Jeudi matin, une négociation avait lieu. Le patron n'a fait aucune proposition nouvelle en ce qui concerne les conditions de travail, et refuse net sur les salaires et les déplacements.

Les flics sont toujours sur le site de la Centrale en construction, mais ils sont plus discrets, et sont rentrés carrément à l'intérieur. Chez Davum et Bory, deux autres entreprises dont les travailleurs avaient arrêté le travail à la suite des brutalités policières de la semaine dernière, une partie des ouvriers continue le mouvement. La CGT a lancé un mot d'ordre de grève de 24 h, pour toutes les entreprises du chantier, ce lundi 5 juin.

AIGLES: vigilance pendant les négociations

Après dix-huit jours de grève, les clavistes du groupe AIGLES (Le Progrès - Dauphiné Libéré), avaient repris le travail, sur la base d'engagements de négociations dans les 48 h, avec les propositions patronales suivantes : pas de salaire inférieur à 2 329 F. Les clavistes demandaient 2 400 F

Une première négociation s'était ouverte mardi, qui n'avait pas avancé beaucoup : l'augmentation des coefficients n'avait pas été abordée. Jeudi, une nouvelle négociation s'ouvrait, qui s'annonçait difficile, la direction essayant d'échapper à l'augmentation des salaires en incluant dans le salaire le maximum de primes. Dans ces conditions, les clavistes envisageaient de reprendre les débrayages.

parlera plus», puis s'est lancé dans l'intimidation : le chef de service note le nom des grévistes ; puis ce sera le chantage : «La boîte va couler». Pourtant il ne se passe pas un mois ou même une semaine sans que la presse locale vante la boîte pour son dynamisme et présente Yema et Formel comme l'exemple à suivre de la réussite

dans l'horlogerie française et de la reconversion mécanique micro-mécanique : bref l'anti-LIP ! Le fait est que les commandes existent y compris récemment de Russie. A quelques centaines de mètres de là, les ouvriers d'ULTRA sont toujours en grève. Elles ont tenu un meeting de solidarité mardi après-midi.

LUTTES

Grève à l'hôpital psychiatrique Sainte Anne, Paris 13^e

JOURNEE «PORTES OUVERTES» A SAINTE-ANNE

● A l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, la grève continue. La manifestation de mercredi devant la mairie du XIV^e arrondissement a porté sur un point : les vieux chariots semblent définitivement rangés au magasin des accessoires et le principe de la mécanisation du transport du linge et des repas paraît acquis. Mais la direction répond à toutes les autres revendications par le silence, le mépris cynique ou la menace. En témoigne une lettre accusant nommément un délégué syndical de la responsabilité de tout ce qui se passe dans la grève. Une lettre qui se termine par : «En matière d'effectifs je vous répondrai en son temps et heures». Ceci alors que la grève dure depuis plus de 15 jours ! Autre menace : le 27 mai, la direction adresse aux médecins-chefs une note demandant la liste des grévistes afin de retenir une partie de leur salaire par jour de grève. Mais c'était sans compter sur la détermination des grévistes qui ripostèrent immédiatement en menaçant de ne plus assurer les repas ni les soins. Une lettre manuscrite du directeur venait alors suspendre la note...

Tandis que les contradictions entre la CGT et la CFDT s'accroissent sur la tactique de lutte à suivre, le personnel gréviste organisait jeudi une journée «portes ouvertes» pour populariser la lutte.

gauche, écharpe tricolore barrant d'élégants costumes d'été qui se pressait pour venir affirmer hautement sa «solidarité». Encore tout émus d'avoir franchi les portes après ce glorieux affrontement avec

neaux rédigés par les grévistes pour exposer leur lutte, leurs conditions de travail. D'autres se désaltéraient ou conversaient allongés sur les pelouses. «On a vu pas mal de monde, surtout des personnes venues d'autres hôpitaux. C'est dommage qu'il y ait assez peu d'habitants du quartier». Elle racontait aussi les difficultés soulevées par la CGT pour la réalisation de cette journée porte ouverte. «Ils n'en voulaient pas apparemment. Ils ont fait trainer les choses, ce qui fait qu'on a dû faire les panneaux entre hier soir et ce matin !»

Beaucoup n'ont pas apprécié que la CGT interdise à des chanteurs de venir animer la journée, sous prétexte que si leur venue avait été approuvée en A.G., il n'aurait pas été précisé qu'ils chanteraient dans la «chapelle» là où se

Cattenom, 4 juin : rassemblement anti-nucléaire



13 juin 76 : «méchoui populaire» sur un site nucléaire

● Sur le chantier de la centrale de Cattenom, les travaux de terrassement ont commencé. Pourtant, EDF ne dispose pas encore d'autorisation légale, la décision du Conseil d'Etat étant annoncée depuis plusieurs mois. Tiendra-t-il compte des résultats de l'enquête d'utilité publique, qui avait vu une écrasante majorité pour le refus de la centrale ? On peut en douter. Toutefois, ce retard, compréhensible avant la période électorale, semble aujourd'hui s'expliquer par certaines hésitations.

De notre correspondant à Thionville

UN PROJET INSENSÉ

Le site de Cattenom est particulièrement mal choisi. D'une part, il est tout proche de nombreuses agglomérations et seulement distant d'une dizaine de kilomètres de Thionville. D'autre part, la Moselle a un débit assez faible et irrégulier ; on se demande comment, en période de sécheresse comme il y a deux ans, la centrale pourrait être alimentée. Et le projet de barrage de retenue noyant une vallée vosgienne à Pierre-Percée, outre qu'il rencontre lui aussi l'opposition de la population locale, ne résout pas forcément la question. Autre aspect de ce projet insensé, d'autres centrales sont prévues sur le cours de la Moselle : celle de Remerschen (ou Luxembourg) n'est qu'à quelques kilomètres, et d'autres doivent s'échelonner en Allemagne.

LE CHANTAGE AU CHÔMAGE

Pour justifier le projet, EDF ne ménage pas ses efforts. En plus du spectre de la pénurie d'énergie agité pour tenter de justifier la fatalité du recours au nucléaire, ses représentants ont cru trouver en Lorraine un bon argument avec le maintien et la création d'emplois. Ce qui compenserait les quelques nuisances, la pollution et le danger éventuel...

Non seulement, d'après eux, la centrale serait la garantie du maintien sur place de la sidérurgie, mais elle créerait plusieurs milliers d'emplois. En ce qui concerne le maintien de la sidérurgie, l'annonce du «2^e plan acier» prévoyant de supprimer encore 15 000 emplois apporte de lui-même la réponse. Et ce ne sont pas les quelques implantations d'industries automobiles promises l'an dernier au cours de la lutte d'Usinor et qui ont bien du mal à sortir de terre, qui utiliseraient beaucoup d'énergie.

Quant aux emplois créés par la centrale, ils seraient tout au plus de quelques centaines en cours de fonctionnement. Non seulement ce chantage au chômage est inacceptable ; nous n'avons pas à choisir entre les différents maux du capitalisme, mais s'y soumettre serait faire un marché de dupes.

D'autant plus que la réalisation de Cattenom menacerait directement l'avenir de milliers de travailleurs. Ceux des mines de charbon, où la politique de récession ne connaît qu'un répit momentané en Lorraine dans l'attente de «tout nucléaire». Et aussi ceux des centrales classiques : celles de HBL, celles d'EDF (à Blénod et Le Maxe). Et surtout, dans l'immédiat, celle de Richemont, qui dépend de la sidérurgie, où les maîtres de forge refusent de remplacer les installations arrivées à terme, avec peut-être le projet de les pousser jusqu'au démarrage de Cattenom.

UN MOUVEMENT QUI PREND DE L'AMPLEUR

Dans ces conditions, l'opposition à Cattenom grandit. Elle gagne la région, et commence à susciter de l'intérêt, au delà des syndicalistes, dans la classe ouvrière. Un peu retombé après la première occupation du site, il y a deux ans, ce mouvement reprend de la vigueur avec l'annonce des travaux. Il s'organise, en même temps qu'il se clarifie politiquement.

Au départ, il était surtout porté par l'ASVM (Association pour la Sauvegarde de la Vallée de Moselle), qui s'appuyait pour une part sur les notables locaux, et paraissait très soucieuse de ne pas se couper des partis de gauche, malgré leurs positions plus qu'ambiguës sur le projet.

Il y a un an encore, le PCF imposait à l'occasion de l'appel à une manifestation, son exclusive contre les révolutionnaires en particulier le PCRM et l'ASVM s'y était soumise. Pour la prochaine manifestation au contraire, l'ASVM était d'accord pour se contenter de demander leur soutien aux «partis de gauche», sans rien remettre en cause s'ils ne voulaient pas l'apporter.

Aujourd'hui le PCF fait figure de grand absent : après Malville en particulier, il ne peut plus jouer sur l'ambiguïté de sa position : d'accord pour le programme électro-nucléaire, mais opposition (bien peu résolue) à Cattenom, justifiée uniquement par la présence d'autres ressources énergétiques en Lorraine.

RASSEMBLEMENT DU 4 JUIN

Pour préparer le rassemblement et la suite de la mobilisation, s'est mis en place un collectif regroupant une quinzaine d'associations : ASVM, Amis de la Terre, plusieurs comités anti-nucléaires, des comités luxembourgeois et allemands et l'UOP.

Ce rassemblement marque la reprise et l'élargissement de la lutte. Aussi la place essentielle est accordée au débat. Plusieurs forums doivent se tenir : nucléaire et chômage ; nucléaire et pollution (avec des comités anti-marée noire, animés par le comité UOP) ; plan ORSEC-RAD ; situation internationale ; nucléaire civil et militaire ; perspectives de lutte.

A cette occasion, là où n'existe pas d'organisation de lutte contre le projet, des comités anti-Cattenom se sont mis en place, à l'initiative de l'UOPDP et d'autres organisations regroupant des écologistes, des syndicalistes, des jeunes, des travailleurs, pour lutter contre le programme électro-nucléaire que la bourgeoisie veut nous imposer.

Les différents comités UOPDP de la région jouent un rôle actif. Ils peuvent grandement contribuer à élargir le mouvement, en particulier dans la classe ouvrière et en même temps à clarifier le sens de la lutte, dans le débat nécessaire sur les choix de l'impérialisme français, sur la croissance, sur le choix de société que pose la question de l'électro-nucléaire, sur la perspective du socialisme, si ce sont les masses qui décident de tous les choix du pays.

NON A CATTENOM-NUCLEAIRE ...PLUS DE TROIS ANS DE LUTTE

Par un militant des Amis de la Terre de Thionville

Voilà plus de 3 ans, débutait à Cattenom près de Thionville (Moselle), la lutte d'une population contre l'implantation d'une centrale nucléaire. C'est en effet le 3 décembre 1974 que la presse locale (*Le Républicain Lorrain*) annonce le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Cattenom-Sentzich à 10 km de Thionville (au Nord). Aussitôt une opposition au projet se forme et donne naissance à l'Association Sauvegarde de la Vallée de la Moselle (ASVM) dont les objectifs sont : l'information des populations sur les risques du nucléaire, la lutte contre de telles implantations, la défense d'un certain cadre de vie.

Décembre 75 aux élections municipales de Remerschen, les anti-nucléaires luxembourgeois prennent la mairie au maire sortant pronucléaire.

Le 22 avril 76, la Chambre d'Agriculture de la Moselle organise une réunion privée de tous les propriétaires de Cattenom ; le but évident de cette réunion est la vente des terrains. Il faut faire vite et ce sont 300 personnes qui forcent l'entrée du casino de Cattenom pour empêcher cette réunion. Voilà comment la Chambre d'Agriculture veut aider la Défense des propriétaires : en les aidant à vendre au prix fort.

Une vingtaine de municipalités suivent l'exemple de la commune d'Apach et prennent position contre le projet de Cattenom.

1975 : DES RÉUNIONS D'INFORMATION AUX RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS

Tout démarre très rapidement par des réunions d'information pour la population, pour les élus locaux... dans toutes les villes et villages du coin.

Le 23 janvier 1975 plus de 1 000 personnes se retrouvent au casino de Cattenom pour le premier rassemblement anti-nucléaire de la région.

L'ASVM se structure alors en divers comités locaux à travers toute la région. Le 16 avril 1975 une grande réunion d'information à Thionville est tenue avec diverses personnalités anti-nucléaires. Le débat est engagé, l'information circule !

Dès lors, la lutte se diversifie. Des contacts sont pris avec les mouvements anti-nucléaires nationaux et internationaux. Et le 31 mai 1975 a lieu la première manifestation pour protester contre ce projet qui rassemblera plus de 1 000 participants à Thionville.

Pendant ce temps une lutte identique se mène au Luxembourg contre un autre projet de centrale nucléaire à Remerschen à 10 km à vol d'oiseau de Cattenom. EDF a déjà démarré ses sondages pour définir le site.

Le 10 octobre 1975 le Conseil Municipal d'Apach près des frontières allemande et luxembourgeoise, prend position en séance extraordinaire, contre les projets de Cattenom et de Remerschen.



Mars 78 : sur l'emplacement d'un ancien camp militaire.

mairie sortant qui se dit bien sûr antinucléaire et qui tient sous sa coupe de nombreux habitants par de petits privilèges (prêts de terrains communaux, et diverses magouilles...). Une lueur d'espoir subsiste cependant encore après l'annonce, quelques temps après, de l'annulation des élections pour une sombre histoire d'isoler non conforme.

11 juin 1977, une nouvelle manifestation rassemblée à Thionville 5 000 manifestants.

EDF PASSE LA MAIN DANS LE DOS !

En juin 1977 c'est aussi l'enquête d'utilité publique. Les pouvoirs publics prennent connaissance officiellement et pour la première fois par voie administrative du mouvement d'opposition contre la centrale nucléaire de Cattenom ; l'enquête d'utilité publique pour l'obtention du décret d'utilité publique a recueilli plus de 15 000 avis défavorables. En été 77 a lieu une vaste consultation administrative auprès des communes concernées par le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme pour la modification de ce schéma afin de pouvoir implanter Cattenom. 153 communes sont interrogées représentant 604 401 habitants, 134 conseils municipaux délibèrent, ils s'abstiennent (dont la ville de Metz 110 000 hab.), 42 sont pour et 81 sont contre la modification du SDAU. En fait 53 % des communes contre représentent 70 % de la population concernée. Alors qu'il suffit de 25 % contre pour rejeter cette modification, EDF s'est donc vue obligée de déposer un recours au Conseil d'Etat pour obtenir l'autorisation d'implanter la centrale nucléaire de Cattenom.

Octobre 77, ce qui n'était jusqu'alors que des bruits de couloirs devient réalité : le terrain militaire compris dans l'emprise du projet (416 ha) est vendu par l'armée à EDF. Et c'est au porte à porte qu'EDF va acquérir les terrains proposant la somme fautive de 700 F l'are dans une région où le prix habituel est de 150 F l'are. Les premiers à vendre sont les plus gros propriétaires. Et EDF à une façon tellement alléchante de vous passer la main dans le dos !

LES TRAVAUX «RÉVERSIBLES»

Les élections municipales sont annulées à Cattenom et le 22 janvier 78 les habitants se retrouvent devant les urnes. Et c'est encore une fois une défaite pour la liste anti-nucléaire. Les élections législatives de mars 1978 n'ont fait que baisser les bras à ceux qui voyaient encore un espoir dans l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Le 5 avril, EDF entreprend des travaux dits «réversibles» sur le site. EDF fait démanteler les crassiers sidérurgiques de la vallée de la Fensch pour réaliser l'assise de la Centrale lors des travaux de terrassements. Les premières canalisations sont posées.



Avril 78 : des travaux «réversibles»

Voilà la situation actuelle à Cattenom. Une population décuple par son impuissance face à l'Etat. Des militants découragés par l'échec de leur lutte. EDF propriétaire de la quasi totalité des terrains à part quelques petits propriétaires irréductibles. Et pourtant... Et pourtant, une opposition est née, un travail de sensibilisation a été effectué. Une ASVM qui compte 2 000 membres parmi toutes les couches sociales du notable à l'ouvrier. Une association des Amis de la Terre de Thionville qui se veut plus radicale et dénonce à travers le nucléaire le choix de société. Un peu partout en Lorraine depuis quelques mois des comités et des collectifs antinucléaires fleurissent comme des champignons. De leurs 20 à 40 membres, parfois moins, ils luttent contre Cattenom et Remerschen.

De plus, il nous faut élargir la lutte antinucléaire aux luttes ouvrières. Il nous faut faire le lien chômage-nucléaire. Car si Cattenom-Nucléaire créera au plus fort de sa construction 1 200 à 1 500 emplois pendant un ou deux ans, elle supprimera trois fois plus d'emplois dans la région ; les mines de charbon... et surtout la centrale thermique de Richemont directement concernée par ces suppressions d'emplois.

UN VASTE MOUVEMENT POPULAIRE

Par l'information des populations, les associations écologiques et antinucléaires ont su démarrer un vaste mouvement populaire antinucléaire.

Au Luxembourg les antinucléaires comptent déjà une première victoire : un moratoire sur le projet de Remerschen bloquant le début des travaux.

Quant à Cattenom contre l'avis des populations, ce mouvement ne peut que durcir sa lutte par des moyens différents sans doute. Là où la légalité a échoué la légitimité réussira peut-être.

BLOQUER LES TRAVAUX SUR LE SITE

Dans ce sens, une coordination internationale contre la centrale nucléaire de Cattenom, s'est mise en place. Cette coordination regroupe toutes les associations et collectifs écologiques et antinucléaires, ainsi que des mouvements populaires, de Lorraine, du Luxembourg et d'Allemagne. Cette coordination a pour but dans l'immédiat de démarrer une vaste mobilisation contre ce projet pour bloquer EDF. Si EDF et les pouvoirs publics veulent poursuivre Cattenom-nucléaire, il nous faut intensifier notre lutte, bloquer les travaux sur le site. Nous avons pour cela deux types d'action : action judiciaire (on ne se fait pas d'illusions) et action de masse sur le terrain.

dination regroupe toutes les associations et collectifs écologiques et antinucléaires, ainsi que des mouvements populaires, de Lorraine, du Luxembourg et d'Allemagne. Cette coordination a pour but dans l'immédiat de démarrer une vaste mobilisation contre ce projet pour bloquer EDF. Si EDF et les pouvoirs publics veulent poursuivre Cattenom-nucléaire, il nous faut intensifier notre lutte, bloquer les travaux sur le site. Nous avons pour cela deux types d'action : action judiciaire (on ne se fait pas d'illusions) et action de masse sur le terrain.

De plus, il nous faut élargir la lutte antinucléaire aux luttes ouvrières. Il nous faut faire le lien chômage-nucléaire. Car si Cattenom-Nucléaire créera au plus fort de sa construction 1 200 à 1 500 emplois pendant un ou deux ans, elle supprimera trois fois plus d'emplois dans la région ; les mines de charbon... et surtout la centrale thermique de Richemont directement concernée par ces suppressions d'emplois.

D'autre part, nous ne pouvons compter que sur notre mouvement. Les partis politiques traditionnels sont toujours restés, à l'image de leur position nationale, à l'écart de cette lutte, mis à part le PS local dont les militants se sont vite retrouvés au sein de l'ASVM.

Il en est de même pour les syndicats, mis à part encore une fois la CFDT qui a pris une part active à la lutte, qui sont restés éternellement silencieux, se bornant comme les partis à des positions locales très vagues, plus soucieux de ménager un électoral que de le soutenir efficacement dans sa lutte.

* Les intertitres sont de la rédaction.



LES ÉCHARPES EN PARADE

Une visite des lieux était prévue. Mais jeudi, surveillants chefs, et surveillants infirmiers non-grévistes s'étaient empressés pour empêcher l'accès aux pavillons. Certains même n'avaient pu craint de doubler leur poste. Y a-t-il donc tant de choses à cacher à Sainte-Anne, pour que la direction en vienne à l'entrée et à tenté d'empêcher la journée en fermant les grilles un moment, faisant courir des risques aux malades qui auraient pu être amenés d'urgence. Il s'efforçait ensuite de laisser à la porte, la cohorte de députés de

le directeur. Quiles et deux autres députés PS, bientôt rejoints par Rolande Perdican, sénateur PCF et des conseillers socialistes de Paris conduits par Sarre soi-même, paraissent un moment pendant la conférence de presse organisée par les syndicats, puis repartaient rapidement vers une «importante réunion». Un conseiller PS trouvait tout de même le temps, sans doute pour le moral des grévistes d'évoquer une circulaire récente rédigée le 5 mai par les services de Simone Veil. Elle mentionne la possibilité de poursuites judiciaires contre des militants pour fait de grève...

Dans le jardin du directeur pendant ce temps, beaucoup de monde se pressait autour des pan-

font les réunions et les fêtes pour les malades, en plus de la messe hebdomadaire. Un autre grief contre la CGT, c'est l'intervention du principal délégué au moment où des grévistes venaient voir massivement le directeur dans son bureau : «Attention vous êtes manipulés par une minorité irresponsable et d'ailleurs vous n'avez aucune raison d'être ici, j'ai obtenu satisfaction».

Résumant la situation une infirmière estimait : «En voyant les dissensions entre les syndicats, qui décourageaient certains grévistes, j'étais un peu inquiète pour la suite de la grève. Mais cette journée nous a regonflés !»

Claude ANCHER

MUNDIAL 78**MANIFESTATIONS****DIJON**

«Hier à Dijon s'est tenue une manifestation appelée par le COBA, le SGEN CFDT, le PCR, le PCMLF, l'OCI, la LCR. Cette manifestation a rassemblé plus de 2 000 personnes.

Regroupant beaucoup de jeunes, la manifestation très offensive reprenait des mots d'ordre combatifs : «Pas de fric, pas de foot pour les bourreaux !», «Pas un sou, pas une arme contre le peuple argentin», «Videla assassin, Giscard complice !», «Pas de football entre les camps de concentration !»

Cette manifestation fait suite à celle de la semaine dernière qui avait été interdite. C'est une étape importante dans la mobilisation contre le Mondial, et c'est un succès !

Après la dispersion, quelques 150 personnes faisaient un sitting dans le centre ville. Jusqu'à 22 h, des affrontements ont eu lieu entre la police et les autonomes. Plusieurs vitrines ont été brisées ce qui a permis à la presse locale de dénaturer le sens et les buts de cette manifestation et d'amalgamer aux yeux de l'opinion publique manifestants-casseurs !

THONVILLE

Halte aux crimes fascistes en Argentine !

Le gouvernement argentin utilise le Mondial comme une occasion pour se donner un visage libéral et démocratique. Cependant, dans ce pays depuis le coup d'Etat militaire, le régime de Videla maintient la répression. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été assassinés, des milliers d'autres sont portés disparus. On est sans nouvelles de ressortissants français et européens, mis à l'ombre par la junte fasciste. Les prisons affichent complet. Les bandes fascistes assassinent impunément.

C'est pourquoi à l'initiative d'Amnesty International, de nombreuses organisations appellent la population de Thionville et des environs à manifester :

SAMEDI 3 JUIN A 15 HEURES
Place du Marché à Thionville

**CONTRE LES CRIMES FASCISTES
EN ARGENTINE**

A l'appel de : Amnesty International, de la Ligue des Droits de l'Homme, Club vosgien, COBA, Amis de la Terre, FEN, CFDT, PCF, PS, PSU, LCR, PCRml, PCMLF.

Correspondant Thionville

PARIS

Le groupe de Coordination Argentine de la Section Française d'Amnesty International organise le mardi 6 juin à 18 h 30 sur le parvis de Notre Dame de Paris, une manifestation silencieuse de femmes vêtues de noir. Cette manifestation rendra hommage aux parentes des disparus, des détenus et des tués qui manifestent chaque semaine depuis plusieurs mois sur la Plaza de Mayo à Buenos Aires, devant le siège du gouvernement argentin. Toutes les femmes qui le souhaitent peuvent y participer, vêtues de noir. Cette manifestation a été autorisée.

La Section Française a invité ses groupes régionaux à organiser localement une manifestation identique, le même jour, et si possible, à la même heure.

Rappelons que le match de football France-Argentine sera diffusé en direct sur Antenne 2 le mardi 6 juin à 0 h 15.

Communiqué

COBA Montreuil

Le COBA de Montreuil (Comité pour le boycott par l'Argentine de la Coupe du Monde de football) tiendra sa prochaine réunion le :

Lundi 5 juin 1978 à 18 heures
dans une salle de l'école Romain Rolland à Montreuil (bus 122, arrêt Charles de la Vacquerie).

Pour tout contact écrire au COBA,
17 rue Hoche
93 100 Montreuil sous Bois

COBA Strasbourg

Le COBA Strasbourg organise samedi 10 juin, 8 heures de solidarité pour l'Argentine à l'ACFT, 8 rue de la Fosse des Treize.

De 15 h à 20 h, débats, film et montage diapos.
De 20 h à 23 h, intervention du COBA, intervention sur la situation en Argentine, soirée musicale.

INFORMATIONS GENERALES**La drôle d'«assistance» à l'Afrique****LA MOITIE DES MEDICAMENTS PERIMES**

● Une étude intéressante vient d'être publiée par «Frères des Hommes». Elle porte sur l'analyse du contenu de 4 caisses de médicaments envoyés dans un dispensaire de Haute Volta par un organisme européen de secours et d'assistance. Le résultat de cette enquête qui a nécessité un travail minutieux et fastidieux est des plus révélateurs. Sur 1 051 produits triés dès leur arrivée au dispensaire de brousse de Fada en Haute Volta, le 3 avril dernier, 44, 53 % d'entre eux étaient périmés dès l'arrivée, 25 % sont périmés depuis plus de 5 ans.

Surprenant et révoltant également, la présence dans les colis de produits tels que «caille lait, serviettes rafraichissantes, réclame pour Heparixine et comprimés Antirulol pour les chiens et des chattes... Il y a de quoi confirmer largement dans son idée l'infirmier africain découvrant de tels produits que le souci d'aider à l'amélioration de la santé, n'est pas une importante préoccupation de la part de l'expéditeur.»

Sur 170 kg (poids des colis) le poids net est seulement de 90 kg, dont 45 kg sont périmés ! Les 45 kg restant se subdivisent ainsi : 15 kg de «médicaments de confort ne correspondant pas aux besoins prioritaires de la majorité», 10 kg de produits entamés, abimés, ou ne correspondant à aucune maladie rencontrée dans le pays et seulement 20 kg de remèdes utiles.

20 kg sur 170 au total... Si un tri quelconque avait eu lieu, des frais de transports inutiles considérables auraient été évités.

A quoi est due une telle situation ? Dans toute l'Europe de multiples associa-

tions «charitables» recueillent des médicaments pour l'Afrique. Aucun tri n'est fait en général. Comme beaucoup de bourgeois charitables aiment «à faire un geste», tout en se débarrassant de tout ce qui embarrasse leurs armoires à pharmacie, ils donnent à la quête ce qui aurait pu aussi bien prétendre à la poubelle...

Pour certaines associations, ces collectes et envois donnent l'illusion d'une activité concrète qui justifie leur action. Un seul ennui c'est que cela ne convient absolument pas aux besoins des Africains ! Comme du fait de la politique des différentes puissances et firmes impérialistes, la plupart des pays africains n'ont pas d'industrie pharmaceutique nationale, la dépendance est presque complète et la politique du mépris continue.

Dans la presque totalité des pays d'Afrique, il n'y a pas une seule usine d'aspirine qui fabrique un médicament de base ! Les trusts multinationaux font tout pour que le Tiers Monde reste une chasse gardée pour leurs profits.

Dans ces conditions dans de nombreux dispensaires de brousse, la «do-



Un dispensaire de brousse en Afrique

mentation» mensuelle en médicaments est souvent insuffisante. Alors les infirmiers peuvent être tentés de donner à la fin n'importe quel médicament, fût-il périmé pour tenter de guérir tel ou tel malade.

On imagine alors les risques encourus par des milliers et des milliers de paysans, résultats criminels d'une politique criminelle...

Pierre PUJOL

**LA GREVE CONTINUE
A B.M./IRCOM (PARIS)**

La société B.M./IRCOM (Ballester Marechal Consultants), société d'études en marketing et communication a déjà eu les honneurs de la presse (sondage Hersant, défunt élu par vous...)

Non content de cette renommée, B.M./IRCOM a décidé de se distinguer par sa politique sociale. Il y a quelques jours, le délégué syndical a été convoqué à l'inspection du travail : motif licenciement.

Le lendemain, il reçoit confirmation que les trois personnes de son département font l'objet d'une demande de licenciement économique. Aucune de ces trois personnes n'avait été avertie ni oralement, ni par lettre !

L'ensemble du personnel est d'autant plus stupéfait de ces licenciements que la société mène actuellement une campagne tonitruante autour de son développement et se livre à une politique d'investissements dynamique :

- achat de nouveaux locaux
- rachat de société
- investissements publicitaires
- location d'un stand au IAM (salon de la publicité)
- nouvelle embauche dans les 6 derniers mois.

La majorité du personnel décide alors de se mettre en grève le vendredi 26 mai à 14 heures : 14 grévistes sur 24 salariés. Il est à remarquer que la quasi-totalité du person-

nel productif en fait partie.

**RIPOSTE
DE LA DIRECTION
LUNDI MATIN**

- changement des serrures
- fermeture des portes aux grévistes

et pour parfaire cette politique d'ouverture (!) le délégué syndical se voit quelque peu malmené à son arrivée à B.M./IRCOM.

Voilà comment des managers qui se disent spécialistes de la communication, conseillers en organisation et en relations humaines traitent leurs propres employés. Ceux-ci ont tout à craindre : ils

peuvent ainsi bien subir les conséquences d'une politique commerciale maldroite et des erreurs de gestion, que des représailles violentes (menaces aux grévistes par appel téléphonique à leur domicile, non protection de l'emploi après la reprise du travail).

Scandalisés par de tels procédés, et devant l'attitude ferme de refus de la direction sur l'ensemble des points de la plateforme de revendications, le personnel reconduit la grève et appelle à la solidarité des autres cabinets d'études.

Communiqué CFDT
Bétor Pub.

Réunion occidentale sur l'Afrique

AIDE A MOBUTU
ET COORDINATION

● Lundi, les directeurs politiques aux Affaires étrangères se retrouvent à Paris pour parler de l'Afrique. Les principes agités au cours de la réunion de l'OTAN selon lesquels la détente est indivisible, et que par conséquent l'OTAN doit se préoccuper de ce qui se passe en Afrique du fait de la poussée soviétique paraissent donc prendre consistance. Mais c'est dans la plus grande confusion quant à son ordre du jour et sa signification.

Selon le porte parole de l'Elysée, l'ordre du jour devrait permettre d'apporter la réponse occidentale aux préoccupations des pays africains, en termes clairs de soutenir une éventuelle force pan-africaine. De Guiringaud va plus loin, il a assuré au cours d'une conférence de presse, se référant aux entretiens Giscard Carter que les Etats Unis étaient prêts à apporter une aide logistique et économique dans ce cadre. L'autre point que la France voudrait voir mis à l'ordre du jour serait le financement du fonds d'aide à l'Afrique qu'elle essaie de créer depuis 1976 et auquel aucun des pays Etats-Unis ou pays européens auxquels elle s'est jusqu'alors adressée n'a répondu. Pour l'Elysée la réunion de lundi devrait être le point de départ d'une action occidentale coordonnée dont Paris et la politique française en Afrique serait l'un des pivots.

LES ETATS UNIS
PAS D'ACCORD

Les Etats Unis n'ont pas du tout le même ordre du jour dans leurs cartons. Le porte-parole de la Maison Blanche et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Vance ont répété que la réunion devait être consacrée au Zaïre et à l'aide économique que les occidentaux pouvaient lui fournir. Vance pour sa part l'a réduite à une simple préparation de la réunion qui doit se tenir à Bruxelles les 14 et 15 juin rassemblant les créanciers du Zaïre pour mettre la dernière touche au « plan Mobutu » pour lequel ils ont débloqué 250 millions de dollars, plan défini avant la dernière intervention au Shaba et destiné à soutenir financièrement Mobutu.

En ce qui concerne les aspects militaires de la coopération occidentale, le porte-parole de la Maison Blanche a démenti qu'il y ait eu des engagements pris par Carter lors de sa rencontre avec Giscard : « Nous sommes prêts à discuter de cette question plus vaste, mais il n'y a pas eu de projet précis de définir ». Il a seulement précisé que le type de contribution fourni par les USA lors de l'intervention au Shaba — aviation, carburant, pièces de rechange — était un exemple de ce que nous pourrions faire.

LE PLAN FRANÇAIS
MIS EN PIECES

Réunion sur le Zaïre ou réunion pour une action coordonnée en Afrique dans ses aspects militaires et économiques telles sont les positions entre les ordres du jour français et américain. D'emblée la position américaine indique qu'il ne sera rien défini de concret à cette réunion, notamment dans le domaine militaire. Pour autant elle revêt une grande importance pour Giscard qui souhaite par ce biais mettre à profit l'action de ses parachutistes au Shaba pour se poser en pivot de la politique occidentale coordonnée en Afrique.

Les Etats Unis ne l'entendent pas de cette oreille. Si Carter a eu un entretien avec Giscard, il a publié un communiqué commun avec Schmidt dans lequel il est notamment affirmé que les deux hommes d'Etat se sont mis d'accord pour définir une action coordonnée approfondie à l'égard des principaux problèmes économiques qui touchent les nations industrialisées. Ce qui est une manière de remettre le plan Giscard pour l'Afrique et de lui opposer un plan à la fois différent, plus vaste et dans lequel le rôle de l'impérialisme français serait affaibli.

Dans son discours à l'OTAN Carter a défini le cadre dans lequel les Etats-Unis envisagent leur action en Afrique : « Nous ne défendons pas en Afrique un régime ou un homme, où que ce soit. Nous essayons d'aider ce continent à préserver sa stabilité ». Bien que Galley ait affirmé que l'opération Léopard « n'est pas une mission de soutien au gouvernement zaïrois », il reste que toute la conduite de l'intervention française différente de l'opération belge a montré le contraire et que Giscard, parce que son maintien était essentiel pour la défense de l'empire français, a volé au secours de Mobutu, que le gouvernement américain aurait depuis plusieurs mois souhaité voir remplacé.

Si une coordination s'installe entre les politiques américaine et française en Afrique, les Etats-Unis s'assureraient que le poids de la France soit le moins important possible, la politique américaine



L'action humanitaire des paras français à Kolwezi : « modèle de l'aide occidentale au Zaïre ».

ayant des moyens et des buts différents de la politique française.

Par contre Carter, a laissé ouvertes les possibilités de parvenir à une telle coordination. Selon des confidences de membres de l'administration, divulguées par la presse américaine, Carter serait favorable à ce qu'une telle participation ait lieu dans un cadre autre que celui de l'OTAN ce qui en faciliterait la participation de la France. En même temps qu'il fait la sourde oreille aux propositions françaises, Carter trouve avantage au souhait de coordination formulé par Giscard : cela permettrait aux Etats-Unis

d'obtenir une plus grande emprise sur la politique française et ses orientations ; une fois réduites les tentatives françaises de faire accepter le plan Giscard pour l'Afrique, les velléités d'indépendance ne peseraient plus très lourd.

Si la réunion de lundi ne peut avoir de résultat concret important elle constitue un pas dans la prise en mains par les Etats-Unis des politiques occidentales en Afrique ; elle peut aussi constituer l'amorce d'un nouveau pas dans la soumission de la politique française aux exigences américaines.

Grégoire CARRAT

La botte
de Brejnev en
Tchécoslovaquie

Le voyage de Brejnev à Prague a été l'occasion pour lui de réaffirmer la domination de l'URSS sur la Tchécoslovaquie. Dans un discours télévisé, il a félicité les collabos de Prague pour « avoir passé avec honneur les épreuves difficiles » en rappelant son intervention en 1968 contre les « ennemis de classe » en Tchécoslovaquie. Les ennemis de classe de Brejnev c'est le peuple tchécoslovaque qui a été baillonné à l'aide des chars russes. L'ennemi de classe de Brejnev c'est la classe ouvrière tchécoslovaque contrainte par les chars russes de travailler pour l'URSS, soumise par les chars russes à la domination des bourgeois collabos de Prague. L'exaltation de l'intervention de 1968, c'est aussi la menace de recommencer adressée à un peuple qui se révolte de plus en plus contre l'occupant.

Apporter tout son soutien, le poids de ses chars au régime de Husak était le but de Brejnev, il en a reçu en retour l'allégeance. Le collaborateur a remercié l'Union Soviétique pour « sa décision historique

d'aller au devant d'innombrables demandes de communistes et non communistes pour sauver les acquisitions révolutionnaires du peuple tchécoslovaque ». Seule une poignée de personnes avait écrit à Brejnev en 1968 et non d'innombrables, non pour sauver les « acquis révolutionnaires » mais pour écraser le peuple tchécoslovaque. La visite de Brejnev en a été une nouvelle preuve : en son honneur plus de 20 opposants connus ont été emprisonnés. Et l'on s'attend à la suite que la répression se durcisse en Tchécoslovaquie. Seul accro dans cette machine pour broyer la Tchécoslovaquie : le discours de Brejnev, à la télévision, a été interrompu pendant 15 minutes ce qui entraîna paraît-il la colère des occupants soviétiques.

Un silence sur lequel on n'a pas obtenu d'explication : les colonnes de l'Humanité ont oublié de porter à la connaissance des lecteurs les propos de Brejnev et la visite elle-même.

Communiqué

Le fondateur du TIKP et membre du conseil du Parti, Nehmet Cetin a été assassiné à Padascik le 27 mai par un commando de la gendarmerie.

Nehmet Cetin fut un dirigeant paysan bien connu à Padascik dans la région sud-est de la Turquie. C'était lui qui avait dirigé la coordination des luttes pour la terre des paysans de dizaines de villages, contre les propriétaires terriens, c'était lui qui était toujours en avant dans la lutte contre la répression et l'exploitation.

Lors de son enterrement Hasan yalçin, membre du Comité central du TIKP a été inculpé pour avoir participé à l'enterrement au nom du Comité central du TIKP.

Le bureau du Journal Aidinlynk a Paris

RFA : HEINRICH BOLL
DESIGNE COMME
APÔTRE DE LA
VIOLENCE

comme une apologie
de la violence.

L'écrivain allemand Heinrich Boll vient d'être débouté de sa plainte contre un journaliste qui l'avait accusé d'avoir par ses écrits stimulé la violence. Ce jugement est à replacer dans le contexte de la campagne de presse menée contre les écrivains qui critiquent la société ouest-allemande et sont ainsi accusés par une certaine presse de « complicité intellectuelle avec les terroristes ». Toute critique du régime de Schmidt peut donc désormais être considérée par la justice allemande

COMORES :
UN MERCENAIRE
POUR REORGANISER
L'ARMÉE

Selon des informations diffusées par FR 3, on apprend que c'est un ancien chef mercenaire au Katanga : Bob Denard qui serait chargé par le nouveau gouvernement comorien de réorganiser l'armée. Bob Denard aurait commandé des mercenaires qui ont participé au coup d'Etat qui a renversé Ali Soilih, ce dernier ayant trouvé la mort au cours d'une « mystérieuse » tentative d'évasion.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Nouvelles de RFA

Par Anne RHEIN

Le congrès du DGB épaulé par Schmidt et Scheel

Le onzième congrès du DGB qui s'est tenu la semaine dernière à Hambourg et qui a réuni 504 délégués représentant 7,4 millions de syndiqués, s'est ouvert sur les interventions du président fédéral Walter Scheel et du chancelier Schmidt. Ces interventions retraçaient notamment les «graves dangers» que font courir les luttes des travailleurs à l'économie nationale. En effet, Schmidt et Scheel, alertés par l'inhabituelle mobilisation des travailleurs dans leur lutte pour le maintien de l'emploi face à la restructuration capitaliste, ont jugé utile de rappeler à l'ordre les syndicalistes risquant de tourner le dos au consensus social et de chercher la voie de la lutte. Le mot d'ordre : «Nous ne nous laisserons pas sacrifier sur l'autel du progrès technique» que l'on a pu entendre lors des derniers conflits tarifaires ne saurait devenir l'expression commune de tous les salariés», a déclaré Scheel. «Les syndicats doivent assurer la mobilité et la flexibilité de l'économie pour qu'elle puisse s'adapter à temps et d'une manière satisfaisante au progrès technique». Et de se plaindre ensuite du manque de mobilité de la main d'œuvre qui insisterait trop sur un emploi déterminé.

Schmidt de son côté a fait entendre que, «sans rationalisation et progrès technique la République fédérale tributaire de ses exportations, pourrait se retrouver plus vite que l'on ne le pense en général, en fin de convoi», et a souligné qu'il s'agissait aujourd'hui de «freiner la roue des revendications salariales».

Accepter des pertes de salaire dans l'intérêt de l'économie nationale — telle n'est pas l'intention des travailleurs qui, aujourd'hui, réclament massivement la semaine de 35 heures avec entière compensation salariale. Et Vetter, chef du DGB, après s'être fait féliciter par Scheel pour «avoir eu le courage» de proposer des réductions d'horaire sans compensation salariale, a dû revenir sur sa position, les délégués présents au congrès ayant décidé, contre la recommandation de la direction du DGB, de revendiquer la semaine de travail de 35 heures sans perte de salaire.

Si la combativité des syndicalistes de base est pour beaucoup dans cette décision, il faut y voir aussi une manœuvre tactique de certaines directions syndicales (de la métallurgie et la fonction publique en particulier) qui, en soutenant cette motion, cherchent à restaurer leur emprise sur les syndicalistes. En effet ceux-ci risquent sérieusement de s'échapper de leur contrôle, comme cela s'est manifesté lors des grèves des dockers, des imprimeurs et des métallos et tout récemment à travers les succès remportés par les listes oppositionnelles lors des élections des représentants du personnel.

L'IG Metall contre l'opposition syndicale

D'abord, la direction de l'IG Metall à Dortmund a été stupéfaite : 1 146 voix, soit 34 % des votes ont été remportés à Hoesch Werk Union, par la liste oppositionnelle des syndicalistes révolutionnaires lors des élections pour les représentants du personnel. Puis, elle a engagé une campagne de calomnies sans précédent contre les représentants révolutionnaires élus. Et trois jours après la première séance du Conseil de l'entreprise, c'était le coup décisif : sous prétexte que le résultat des élections «n'exprime pas la vraie volonté du personnel», et contre les voix des représentants oppositionnels, le Conseil a démissionné, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles élections. La direction syndicale a ainsi montré une nouvelle fois qu'elle ne recule devant aucun moyen pour se débarrasser de délégués combatifs et liés à leur base.

La loi sur la police : légalisation des bavures

A l'heure où la loi unifiée sur la police légalisant notamment le «coup tiré avec l'intention de donner la mort» entre en vigueur dans la Sarre, la Rhénanie-Palatinat et la Bavière, les bavures policières se multiplient. Un jeune apprenti a été abattu, récemment par un flic en civil lors d'un cambriolage de voiture. Ce mois-ci encore, un policier à Düsseldorf a tué un travailleur yougoslave — un «incident malheureux» selon un porte-parole de la police. Bien qu'il n'existe pas — et pour cause — des statistiques à cet égard, on sait que plus de 70 personnes ont perdu la vie entre 1973 et 1977 à cause de bavures policières. La nouvelle loi sur la police vient légaliser cette pratique en donnant carte blanche à tout policier.

Maroc

LA GREVE DE LA R.A.M. SAUVAGEMENT REPRIMEE

Après les mineurs de Kouribga, les ouvriers des cimenteries de Taitouan, les chauffeurs de véhicules dans le pays, les ouvriers agricoles et ceux de la raffinerie de Mohammedia, ce sont les mécaniciens de la compagnie aérienne de Royal Air Maroc qui sont entrés en lutte depuis le 21 mai dernier. Pour éviter la réquisition, les 150 travailleurs en grève s'étaient réfugiés dans les locaux du siège de l'Union Générale des Travailleurs du Maroc d'où ils furent délogés lundi dernier par la police, après un siège de 72 heures. C'est avec une rare violence que la police appréhenda les grévistes, après avoir coupé l'eau, l'électricité et le téléphone du local syndical. De nombreux messages de protes-

tation sont parvenus au gouvernement marocain : après la Conférence Mondiale du Travail et la Confédération internationale des syndicats libres, la CGT apporte son soutien au personnel de la RAM, condamne les mesures répressives de la police et exige la libération de tous les travailleurs emprisonnés. Parmi les mécaniciens en grève arrêtés par la police, 12 travailleurs ont été retenus pour effectuer leur service militaire, tandis que 2 autres sont toujours gardés au secret. La grève de la RAM fait suite à celle des cheminots qui paralysèrent le trafic ferroviaire du 25 au 27 mai dernier afin d'obtenir une augmentation de salaire de 15 %.

Franck ROUSSEL

Maroc : les enfants de 7 ans dans le Textile



Certains de ces enfants ont à peine 7 ans, ils travaillent 72 heures par semaine pour un salaire de misère. Cette exploitation esclavagiste du travail des enfants est une pratique courante dans les fabriques de tapis comme le révèle une enquête réalisée par une organisation de défense des droits de l'homme : l'organisation anti-esclavagiste qui a parcouru 17 villes du Maroc, et a visité 28 fabriques de tapis où un tiers des ouvriers avaient moins de 12 ans !

Fin de la rencontre franco-saoudienne

ACCORD SUR L'AFRIQUE DÉSACCORD SUR LA PALESTINE

Les lustres de Versailles à peine éteints, l'heure est venue de faire un premier bilan de la visite du roi Khaled. Si les entretiens franco-saoudiens n'ont pas débouché sur des contrats commerciaux

Les contrats qui s'annonçaient fructueux d'après certains, n'ont pas été à la hauteur des espérances du gouvernement français, si l'on excepte les projets dans les domaines du dessalement des eaux, de l'électrification des campagnes, de l'installation de la TV couleur à Ryad, et de la recherche dans les domaines de l'énergie nucléaire et de l'énergie solaire. En ce qui concerne l'achat de fameux «mirages 2 000» l'Arabie Saoudite, déjà liée par un accord pour l'achat de F 15 américains n'a pas besoin d'autres avions dans l'immédiat. Néanmoins il semble que les conversations portant sur la participation financière des Saoudiens à la création d'une industrie aéronautique en Egypte auraient avancé. Ce projet comprenant la création d'une usine de montage d'avions Alpha jet et mirages 2 000 servira à équiper les pays qui l'auront financé : Arabie Saoudite, Egypte, Qatar et Emirats Arabes.

Il n'y a pas de nouvelles négociations sur le pétrole.

Quant aux bruits qui ont couru sur un éventuel dépôt de 5 milliards de dollars dans les banques françaises, le gouvernement français a repoussé les conditions émises par les Saoudiens. L'équilibre de la balance commerciale entre les deux pays ne se rétablira donc pas à la suite de cette visite, la France si elle reste en tête pour les investissements saoudiens sur son sol suivie des USA et de la Grande-Bretagne, n'en est pas moins largement distancée par ses concurrents en Arabie Saoudite : elle n'est que le septième fournisseur du pays après les USA, le Japon, la RFA, la Corée du Sud et l'Italie. Cependant les conversations sont loin d'avoir porté uniquement sur les contrats commerciaux, la situation au Sud Liban et l'intervention française au Zaïre ont été longuement abordées au cours des entretiens bilatéraux.

Il était important pour Giscard de connaître la réaction de l'Arabie Saoudite sur l'intervention fran-

çaise au Zaïre et sur le projet de force de sécurité africaine. Le communiqué commun fait apparaître une certaine convergence de vue quant à l'appréciation de la situation en Afrique : «Les deux parties ont exprimé leurs graves préoccupations devant certaines entreprises de déstabilisation ;» et «elles ont exprimé leur intérêt pour les efforts entrepris par les Etats africains eux-mêmes afin d'assurer la stabilité du continent». Néanmoins l'Arabie Saoudite n'a pas pris d'engagement à propos de la force africaine de sécurité que souhaite mettre sur pied Giscard. A ce sujet, le prince Saoud, ministre des Affaires étrangères a démenti que l'Arabie Saoudite serait prête pour participer au financement de ce projet. Certaines divergences sont apparues entre les deux parties sur l'appréciation de la situation au Proche Orient : si Giscard a rappelé que le retrait d'Israël des territoires occupés était nécessaire à l'établissement de la paix dans la région, le roi Khaled, a insisté en faisant inclure

une déclaration séparée de l'Arabie Saoudite dans le communiqué commun sur les droits légitimes du peuple palestinien et de son seul représentant l'OLP : «Le problème palestinien constitue l'élément essentiel du conflit du Proche Orient et la paix équitable souhaitée dans la région ne peut être réalisée que par l'évacuation de tous les territoires arabes occupés, y compris Jérusalem et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination, ainsi que son droit à créer son Etat. La solution globale du problème palestinien dans tous ses aspects en présence de toutes les parties concernées, y compris l'OLP, considérée comme le seul représentant légitime du peuple palestinien». On est loin du consensus espéré par Giscard, même si certaines convergences de vue apparaissent sur la pénétration soviétique en Afrique, l'Arabie Saoudite est loin de souscrire aux ambitions africaines de Giscard.

Samedi 3 juin

TF1

- 18 h 05 - Trente millions d'amis
- 18 h 40 - Magazine auto-moto
- 19 h 10 - Une minute pour vous défendre
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Eh bien, raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Numéro un. Zizi Jeanmaire
- 23 h 15 - Tennis internationaux de France
- 23 h 35 - Journal et fin

A2

- 17 h 40 - Ce jour-là, j'en témoigne
- 20 h 35 - Journal
- 21 h 20 - Histoire de voyous. La saison des voleurs
- 22 h 55 - Le dessus du panier
- 23 h 50 - Journal et fin

FR3

- 18 h 00 - Et nos enfants ?
- 18 h 35 - Pour la jeunesse
- 19 h 05 - Télévision régionale
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Samedi entre nous
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Dom Juan. Pièce de Molière
- 22 h 30 - Journal et fin

Dimanche 4 juin

TF1

- 16 h 05 - Section contre-enquête
- 17 h 00 - Sports première
- 17 h 50 - Viva l'Italia. Film italien de R. Rossellini
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - La maître des îles. Film américain de T. Gries avec Charlton Heston
- 22 h 40 - Concert Beethoven
- 23 h 15 - Tennis internationaux de France
- 23 h 35 - Journal et fin

A2

- 17 h 25 - Monsieur cinéma
- 18 h 00 - Pom pom pom ... pom
- 18 h 15 - Le petit théâtre
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Musique and music
- 21 h 40 - Rungis, à fond de caisse. Emission de P. Breugnot
- 22 h 50 - Journal et fin

FR3

- 18 h 25 - Cheval, mon ami
- 18 h 50 - Plein air
- 19 h 20 - Spécial dom-tom
- 19 h 35 - Deux enfants en Afrique. Feuilleton
- 20 h 05 - Le pays d'où je viens. Marguerite Yourcenar.
- 21 h 20 - Journal
- 21 h 35 - L'homme en question. Denis de Rougemont
- 22 h 35 - Cinéma de minuit. Cycle Lon Chaney, The Penalty, avec Lon Chaney.
- 23 h 50 - Fin des émissions

Lundi 5 juin

TF1

- 18 h 55 - L'île aux enfants
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Eh bien raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Mon épouse favorite. Film de Garson Kanin (1940). Comédie.
- 21 h 55 - Des idées et des hommes : Auguste Comte
- 22 h 50 - Tennis internationaux de France
- 23 h 10 - Journal et fin

A2

- 18 h 25 - Dessins animés
- 18 h 40 - C'est la vie
- 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Top club
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 40 - La tête et les jambes
- 21 h 45 - Alain Decaux raconte : le coup d'État du 2 décembre
- 22 h 40 - Bande à part : journal d'un curé de montagne
- 23 h 10 - Journal et fin

FR3

- 18 h 35 - Pour la jeunesse
- 19 h 05 - Télévision régionale
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Verdict, film français d'André Cayatte (1974), avec Sophia, Jean Gabin.
- 22 h 05 - Journal

Où trouver l'Épique ?



Ce numéro de L'ÉPIQUE a été réalisé par le COBA, Comité pour le Bonheur de l'Organisation par l'Argentine de la Fédération de football, avec le soutien des journaux suivants :

L'ÉPIQUE N° 4 est supplément à :
 POLITIQUE HÉRICO, ROUGE LÉON, BARRICADES INTERNATIONALES, L'ÉPIQUE NOY, ÉCOLE ÉMANCIPÉE AILE CHRY, CORPS, LE CH DES MÈRES, CUBANITÉ, ÉCLAIR, ANTIGUILLA, NON VIOLENCE PROVOQUE MÈRE, LE DÉSERT D'UN VOLEUR, BULLETIN DE L'AMIS DU GÉNIE, INFORMATIONS OUVRIÈRES, JEUNE REVOLUTIONNAIRE, QUOTIDIEN DU ROUGE, LE MONDE LIBERTAIRE, MÈRE SOCIALISTE, TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

- Le dernier numéro de L'Épique est en vente au prix de 2 F (1,50 F pour plus de 50 exemplaires), et les groupes de base du COBA, de même que toutes les personnes intéressées sont invitées à en passer commande au COBA (14 rue de Nanterre Paris 15°) ou de préférence aux COBA régionaux des villes suivantes, chacun d'eux se chargeant de la diffusion dans les départements indiqués.
- On peut aussi se le procurer en écrivant au *Quotidien du Peuple*.
- Strasbourg : COBA Strasbourg CEDETIM, 30 av. du Maréchal Juin, 67 000 Strasbourg.
 - Toulouse : PSU, 3 rue d'Aubuisson, 31 Toulouse.
 - Tours : Luigi Mery, 21 place du Grand Marché, 37 000 Tours.
 - Clermont-Ferrand : Robert Charbonnier, Bat G-Puy d'Anzelles 63370 Lempdes.
 - Lyon : COBA Lyon, Centre Premier Mai (Victor Frémaux), 8 rue St Georges, 69005 Lyon.
 - Marseille : Odile Fourest, 43 rue de Vendôme, 13007 Marseille.
 - Nantes : COBA APL, 28 bis Bd Schumann 44 000 Nantes.
 - Paris : COBA, 14 rue de Nanterre, 75015 Paris.
 - Perpignan : Jean-Loup Knecht, 4 rue Paul Giera, 66000 Perpignan.
 - Rennes : COBA Cobrespall BP 561, 35007 Rennes.
 - Rouen : Patrick Adville, 88 rue d'Ernemont, 76000 Rouen.
 - Bordeaux : Marie Françoise Colomes, 41 rue Roborel de Clemens, 33 Bordeaux.
 - Dijon : COBA Dijon, Librairie «les doigts dans la tête», 55 rue Chabot Chany, 21 Dijon.
 - Grenoble : COBA club Léo Lagrange, 182 cours Berriot, 38 Grenoble.
 - Lille : COBA Lille, 51 rue de Gand, 59 Lille.
 - Strasbourg : COBA Strasbourg CEDETIM, 30 av. du Maré-

Des handicapés et Sabine Mamou avec la collaboration de Vidéo Ciné Troc vous présentent :

«AMES CHARITABLES, S'ABSTENIR»

Le samedi 10 juin à 15 heures à Vidéo Cine Troc (salle en sous-sol, accessible par escalier et/ou ascenseur, nous le regrettons, la séance est cependant ouverte à tout le monde).

Ce film réalisé par des handicapés et Sabine Mamou en Super 8 sonore est un des rares documents où l'handicapé (e) parle face au public, très directement, sans intermédiaire et sans représentant. La parole n'a pas été donnée à l'handicapé (e), mais l'handicapé (e) a pris la parole.

«On s'exprime nous-même, à notre manière, sur ce qu'on vit, ce qu'on ressent, dans une société qui nous marginalise, qui nous cache car nous ne correspondons pas aux normes. Pour cela, des barrières nous sont dressées, telles que :
 — les barrières au niveau financier, qui nous mettent dans une situation de mendiants et d'assistés,
 — les barrières au niveau des relations entre «handicapés» et «valides», par l'information et l'éduca-

tion, qui appellent à la pitié, à la charité et au paternalisme.

— les barrières au niveau de l'architecture : problème d'accessibilité des transports en commun, des lieux publics et culturels, etc.

...En faisant ce film, nous avons voulu dénoncer et montrer toutes ces barrières, que nous subissons, qui nous abaissent et qui nous empêchent de vivre ; en essayant de faire comprendre que nous sommes peut-être différents, mais avant tout des êtres humains, en vie, qui donc, en avons le droit et tenons à le prendre...».

La projection sera suivie d'un débat.

La participation aux frais est de 10 francs, le bénéfice ira au Groupe réalisateur afin de couvrir les frais occasionnés par ce travail.

Pour tous renseignements :

Vidéo Ciné Troc
8 villa du Parc
Montsouris
Paris 14^e

Tél : 589 55 69 poste 36

Et l'acier fut trempé

142^e épisode

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

Le Congrès fini Pavel rentra. Il passe voir un ancien camarade ...

Le visage de Doubava s'assombrit. Il se détourna et rentra dans la pièce.

— Le salaud ! murmura Kortchaguine en descendant lentement l'escalier.

Deux années passèrent. Le temps impartial débitait les jours, les mois, et la vie rapide aux multiples couleurs remplissait ces jours (en apparence uniformes) d'un contenu toujours nouveau, différent de celui de la veille. Un grand peuple de cent soixante millions d'habitants, devenu pour la première fois au monde maître de son immense territoire aux innombrables richesses naturelles, ressuscitait dans un travail héroïque et enthousiaste l'économie nationale dévastée par la guerre. Le pays gagnait en puissance, prenait des forces et on ne voyait plus, comme naguère encore, les cheminées sans fumée des usines sans vie, sinistres dans leur état d'abandon.

Ces deux années furent une période d'animation intense pour Kortchaguine, mais il ne les remarquait même pas. Il ne savait pas vivre paisiblement, bâillant paresseusement le matin et s'endormant à dix heures précises. Il avait hâte de vivre. Et sa hâte, il la communiquait aux autres.

Son temps de sommeil était strictement mesuré. Plus d'une fois on put voir la fenêtre de sa chambre rester allumée tard dans la nuit, tandis que des gens s'y penchaient sur une table. C'était le cercle d'études. En deux ans, Pavel assimila le tome III du «Capital» et comprit la fine mécanique de l'exploitation capitaliste.

Dans la région où travaillait Kortchaguine apparut un jour Razvalikhine. Le comité provincial l'envoyait en proposant de l'utiliser comme secrétaire d'un comité de district du Komsomol. Kortchaguine était en déplacement et le bureau donna une affectation à Razvalikhine pendant son absence. A son retour, il fut mis au courant et ne fit aucune remarque.

Un mois plus tard, il effectua une inspection inopinée dans le district de Razvalikhine. Il découvrit peu de faits, mais déjà figuraient dans le nombre : ivrognerie, attribution de postes à des lâche-bottes et entraves à l'avancement de bons militants. Kortchaguine en informa le bureau et, lorsque tous se prononcèrent en faveur d'un blâme sévère à Razvalikhine, il dit soudain, sans que personne s'y attendît :

— Il faut l'exclure définitivement.

Tout le monde fut stupéfait, trouvant la peine trop sévère, mais Kortchaguine répéta :

— Il faut exclure cette fripouille. On a donné à ce lycéen morveux la possibilité de devenir un homme, mais il n'a jamais été qu'un intrus chez nous.

Et Pavel raconta ce qui s'était passé à Berez-dov.

— Je m'élève catégoriquement contre la déclaration de Kortchaguine. Ce sont des griefs personnels. N'importe qui peut dégoiser n'importe quoi. Que Kortchaguine cite des documents, des faits précis. Moi aussi, je peux inventer quelque chose, qu'il a fait de la contrebande, par exemple, est-ce que ça suffirait pour le faire exclure ? Non, qu'il présente un rapport ! s'époumonait Razvalikhine.

— Attends un peu. Tu l'auras, ton rapport, lui répondit Kortchaguine. Razvalikhine sortit. Au bout d'une demi-heure, Pavel obtint l'adoption d'une résolution : «A exclure du Komsomol en tant qu'élément étranger.»

A SUIVRE

Incendie d'Alfortville :

Pour la direction GDF «attentat d'anti-nucléaires» !

● La panique passée et le calme revenu à Alfortville après l'incendie qui a eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi, l'heure est aux constats et à l'enquête. Selon les premiers indices recueillis par les experts et la direction de Gaz de France, il s'agirait d'un acte criminel provoqué à l'aide de charges creuses, telles celles employées contre les blindés. L'hypothèse de l'affaissement d'un pilier de la passerelle supportant les conduites est donc pour l'instant écartée.

La Centrale Gazière d'Alfortville, construite pendant les années 50 est un centre de mélange et de traitement du gaz naturel qui provient de Hollande, d'Algérie, et de la Mer du Nord, pour être ensuite distribué dans la capitale et la région parisienne. La passerelle permettait à 6 conduites de distribution de franchir la Seine, cinq ont été endommagées. L'une d'elles de 11 centimètres de diamètre sous une pression de 40 kilogrammes par centimètre carré, est à l'origine de cette immense torche de plus de 30 mètres de haut ; les autres conduites n'étaient qu'à une pression de 1 à 2 kilogrammes/cm². L'énorme chaleur dégagée par cette torche a provoqué quelques dégâts matériels dans l'usine, bien qu'un vent favorable ait permis à la flamme et à la chaleur d'être dirigées sur la Seine.

Que se serait-il passé dans d'autres circonstances ? Si le vent avait soufflé de l'Ouest ? Ou de l'Est ? Dans le premier cas, il y a de fortes chances pour que les installations de la centrale gazière aient été atteintes, avec toutes les conséquences dramatiques que cela suppose, notamment la proximité immédiate d'une cité populaire, construite par la municipalité PS à côté de l'emplacement d'un ancien cimetière. Les accidents n'étant pas inévitables, l'édification de cette cité est pour le moins inquiétante, celui

de mardi vient le rappeler à ces habitants.

Dramatique sans aucun doute aussi si le vent d'Est avait soufflé avec suffisamment de force pour porter la fournaise sur les installations de l'usine de Rhône Poulenc, face à la centrale, de l'autre côté de la Seine. Cette unité fabrique plus de 2 000 produits et possède des stocks de solvants, et bien que les services de sécurité aient rapidement aspergé les installations pour parer à toute éventualité, il est peu probable que cela se soit avéré efficace si les fortes chaleurs d'une telle flamme les avait atteintes.

Le drame n'a pas eu lieu, pourtant les facteurs ne manquaient pas : canalisation sous très haute pression sans protection, d'immenses cuves de gaz rapprochées, des milliers de produits chimiques et les conséquences incalculables d'une éventuelle réaction entre eux sous l'effet des flammes et de la chaleur, les nombreuses habitations populaires voisines et l'absence de plan de secours et d'évacuation ORSEC-TOX.

Serait-ce le poids de ses responsabilités qui fait dire à la direction GDF, pour mieux évacuer le problème que ce «seraient des anti-nucléaires» qui se sont trompés de sigle ? (voulant dire par là qu'il y aurait eu confusion entre EDF et GDF). L'argument apparaît aussi léger que grossier !

Pierre CHATEL

RENAULT-CLEON ILS OCCUPENT

Suite de la une

Ce désir de lutter se manifeste dans toutes les usines de la Régie Renault, par l'occupation à Cléon et à Flins par des débrayages à Billancourt, à Sandouville, au Mans, à Douai, à St Ouen, à Grand Couronnes et à Dieppe où les ouvriers entament leur troisième semaine de grève. A Cléon les ouvriers en ont assez des cadences imposées par le travail à la chaîne où c'est la chasse aux temps morts, où il faut courir après les machines tandis que les moteurs défilent à un rythme infernal. A Cléon la direction faisait trainer les négociations espérant mener en bateau les travailleurs afin

de passer le cap des vacances sans encombrés. Mais les travailleurs ont su déjouer cette manœuvre. «Je devais partir 15 jours en vacances ; je préfère encore les sacrifier et lutter dès maintenant», comme en témoigne cet OS. L'heure n'est plus à la temporisation, c'est dès maintenant qu'ils exigent la satisfaction de leurs revendications sur les salaires et la qualification : ils demandent 300 000 F, 300 F pour tous, retour aux quarante heures. Si le conflit s'est étendu aussi rapidement à toute la Régie Renault, c'est que la colère est grande chez les travailleurs et que l'atten-

tisme n'a que trop duré. Les syndicats de Renault, semblent s'orienter vers une journée de grève générale dans la Régie pour la semaine prochaine. A Boussac c'est contre l'assassinat d'une région que les travailleurs ont engagé la bataille. Les premières lettres de licenciements arrivées jeudi matin la riposte ne s'est pas fait attendre : les ouvrières touchées par les licenciements ont alors occupé leurs usines aux Grands Sables et à St Laurent, dans la banlieue d'Epinal. Les travailleurs de Boussac sont bien décidés à empêcher tout licenciement, ils ont mis sur pied des comités de surveillance

dans chaque usine afin de bloquer toute tentative de déménagement des machines. La CFDT par l'intermédiaire de son secrétaire général pour la région Lorraine s'est prononcée pour l'occupation des usines Boussac. Une journée nationale d'action pour le textile sera organisée dans le courant du mois de juin.

Alors que s'engagent précisément les négociations syndicat-patronat, préconisées par Matignon, pour la métallurgie, le mouvement qui s'engage à la Régie Renault à partir de Cléon et de Flins met à l'ordre du jour la voie de la lutte, la nécessité de passer à l'offensive.

LES TROUPES FRANÇAISES AU TCHAD

Nouvelle escalade dans la guerre néo-coloniale

Hier, on annonçait officiellement : «Un Jaguar français s'est écrasé au Tchad, le pilote est sain et sauf». Cette nouvelle, venant après celles en avril et en mai, de militaires français tués ne permet plus de dissimuler l'ampleur de l'engagement militaire du gouvernement français au Tchad.

L'Élysée avait affirmé : «Il n'y a pas eu d'autres départs pour le Tchad que ceux prévus par le jeu normal des relèves». En fait, il se confirme, de diverses sources, que de nouveaux renforts d'infanterie de marine (Vannes et St Malo), de la légion (Orange, Calvi), mais aussi de Pau et de Tarbes ont été acheminés, ces der-

niers temps, au Tchad, pour renforcer le corps expéditionnaire qui comptait déjà, officiellement, un millier d'hommes.

Une opération de grande envergure est en cours depuis quelques jours : les avions français auraient, depuis 15 jours, mené sans relâche, des opérations de reconnaissance de nuit, avec un matériel sophistiqué de caméras infrarouge. Ils auraient pu ainsi prévoir et suivre une convergence de troupes de combattants du FROLINAT, vers une palmeraie proche d'Ati, à 300 kilomètres de N'Djamena. Ce sont des troupes françaises, au moins six cents hommes du 1^{er} régiment Etranger d'Infanterie de Marine, qui se chargent principalement de verrouil-

ler la palmeraie encaissée entre deux lignes de falaises, pendant que des avions français mitraillent et bombardent en rase motte, les troupes du FROLINAT qui s'y trouvent rassemblées. Le Figaro crie victoire et avance que 700 hommes, sur le millier de combattants du FROLINAT, auraient déjà été mis hors de combat, écrasés par la puissance de feu de l'aviation française.

Aussi à l'évidence, c'est le corps expéditionnaire français qui non seulement dirige la guerre néo-coloniale menée au Tchad mais encore en constitue, la principale force militaire, sur le terrain même. Les troupes du général Malloum faisant plutôt figure de supplétifs de l'armée française.

Cette escalade de la France dans la guerre néo-coloniale au Tchad ne peut plus être dissimulée, étant donné son ampleur. Elle risque d'entraîner des conséquences importantes et de prendre encore plus d'ampleur. Les combattants du FROLINAT semblent en effet aguerris et disposent d'un matériel moderne et de qualité, efficace, qui peut leur être fourni par la Libye.

Aussi alors que l'impérialisme français prêche «l'Afrique aux Africains», son engagement militaire accru au Tchad, la guerre qu'il mène depuis la Mauritanie, l'installation des paras au Shaba le démontrent de plus en plus comme une puissance néo-coloniale.

L'Aurore : un «canard» boîteux

Voilà une entreprise dont Barre ne voudrait pas renflouer le déficit et pourtant le quotidien L'Aurore ferait bien l'affaire de Giscard. Il n'est pas le seul sur le coup, puisque Chirac lui aussi convoite cet organe de presse, les acheteurs éventuels sont tellement nombreux qu'on se demande qui va sortir vainqueur de la curée. Pour n'en citer que quelques uns dont les noms circulent : le groupe Valeurs Actuelles, celui de L'Express, Robert Hersant, Michelin, le groupe Empain-Schneider, Dassault (RPR), etc...

L'Aurore, qui depuis des années ne cesse de perdre des lecteurs, perd aussi beaucoup d'argent, les bénéfices qu'il pouvait faire avec Paris Turf autre titre du groupe Boussac ne sont plus suffisants pour combler le déficit du quotidien qui s'est élevé pour 77 à 15 millions de francs lourds. Déjà le futur acheteur du journal s'est fait remettre la liste des 315 employés et de leurs salaires, sans doute en vue de procéder à des licenciements. Les salariés sont totalement tenus à l'écart des tractations, le secret reste bien gardé par la direction quant à l'identité du ou des acheteurs.

Textile : encore des licenciements !

La direction de l'entreprise Chaignaud, à La Rochefoucauld, dans le département des Charentes vient d'annoncer sa décision de licencier 170 ouvriers sur les 1 450 que compte l'entreprise. Les travailleurs restant sont en outre menacés à court terme de voir leurs horaires réduits, sans compensation de salaire équivalente. Toujours dans le secteur textile, la liquidation de l'entreprise Janel à Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, risque d'intervenir rapidement. 460 travailleurs et travailleuses risquent d'être mis à la rue.

● Entre le début de l'année 1978 et la fin avril, 74 licenciements ont eu lieu à l'entreprise «le Monde industriel» (spécialisée dans la transformation des métaux). La direction de cette société, estimant que cela n'était pas suffisant, vient d'annoncer 109 nouvelles suppressions d'emplois.

Grèves à l'EDF

Jeudi, grève à l'EDF ; elle a été suivie à 75 % selon les syndicats.

Cette grève avait un objectif précis : le projet du ministre de l'Industrie, Giraud, en ce qui concerne la chaleur produite par les centrales thermiques et nucléaires. Sous prétexte d'économiser l'énergie, il s'agirait en fait de remettre au privé l'exploitation de cette chaleur (sous forme de vapeur ou d'eau chaude). Ce plan est la suite logique de la politique du tout-nucléaire que le gouvernement veut rentabiliser à tout prix par ce moyen. Mais l'expérience de la privatisation de ce secteur (CEA, La Hague...) montre qu'elle s'accompagne infailliblement de l'abaissement des conditions de sécurité, y compris dans les normes fixées. C'est surtout pour cette raison que ce projet est particulièrement dangereux.

Une nouvelle mobilisation, avec manifestation nationale, est prévue pour cette semaine.